



UNIVERSITÉ
JEAN LOROUGNON GUEDE

GRIEPE

GROUPE DE RECHERCHE
INTERDISCIPLINAIRE EN ÉCOLOGIE DU PAYSAGE ET EN



Le C2D, un partenariat au service du développement

ACTES DU COLLOQUE



10 au 12
mai 2017,
Université
Jean
Lorougnon
Guédé

**CONFLITS, DYNAMIQUES DES
PAYSAGES ET SECURITE ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement
(GRIEPE)**

ACTES DU COLLOQUE

CONFLITS, DYNAMIQUES DES PAYSAGES ET SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Organisé du 10-12 mai 2017, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa (Côte d'Ivoire)

Par

*Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en
Environnement (GRIEPE)*

JUIN 2017

Nos partenaires



GRIEPE

Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement



UNIVERSITE
JEAN LOROUGNON GUEDE

www.griep.net
Tél : (+225) 49648867 / (+225) 05897046
info@griep.net
griep.ujlog@gmail.com



Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la
Recherche Scientifique

Dr BARIMA Yao Sadaiou Sabas
Dr SANGNE Yao Charles
Dr BAMBA Issouf
Dr KPANGUI Kouassi Bruno
KOUAKOU Akoua Tamia
KOUASSI Kouassi Germain

KOUAKOU Kouassi Apollinaire
KOFFI N'Guessan Achille
ZANH Golou Gizèle
ASSALE Adjo Annie Yvette
KOUA Kadjo Attey Noël
KOUAMAN Kouamé Jean Marc

TABLE DES MATIERES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES ANNEXES	v
AVANT-PROPOS	vi
REMERCIEMENTS	vii
ACRONYMES	viii
ORGANISATION DU COLLOQUE	ix
<i>Comité de pilotage</i>	ix
<i>Comité d'organisation</i>	ix
<i>Comité scientifique</i>	x
<i>Equipe de rédaction</i>	x
RESUME EXECUTIF	xi
I. INTRODUCTION	1
1.1 Contexte	1
1.2 Objectifs du colloque	1
II. CEREMONIE D'OUVERTURE	2
2.1 Allocutions	2
2.2 Participants	3
III. DEROULEMENT DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES	4
3. 1. Communications orales	4
3.1.1- Communications de la session1	5
Résumés des communications	5
Synthèse des communications	15
Principaux éléments de discussion et recommandations.....	15
3.1.2- Communications de la session2	16
Résumés des communications	16
Synthèses des communications.....	23
Principaux éléments de discussions et recommandations	23
3.1.3- Communications de la session3	24
Résumés des communications	24
Synthèse des communications	31
Principaux éléments de discussions et recommandations	31
3.1.4- Communications de la session 4	32
Résumés des communications	32
Synthèse des communications	38
Principaux éléments de discussion et recommandations.....	38

3.2 Panel	39
3. 2.1 Panel 1	39
3.2.2. Panel 2	40
3.3 Side-Event	42
Side-Event 1: Le concept d'agroforesterie sur le plateau de Batéké en RD Congo	42
Side-Event 2 : Paysages et méthodes d'analyses des données d'enquêtes	42
3.4 Ma thèse en 180 secondes	43
3.5 Posters	43
IV. CONCLUSION GENERALE	61
V. RECOMMANDATIONS DU COLLOQUE	62
ANNEXES	64

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Allocution de Monsieur CISSE Sindou, Conseiller technique, représentant Madame le Ministre de l'Enseignement Supérieur	2
Figure 2 : Membres du panel 1	39
Figure 3 : Membres du panel 2.....	41

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Discours de la cérémonie d'ouverture	64
Annexe 2 : Liste de tous les participants au colloque	70
Annexe 3 : Programmes des journées scientifiques.....	75
Annexe 4 : Quelques photos du colloque	80

AVANT-PROPOS

Le colloque « Conflits, dynamiques des paysages et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » s'inscrit dans la phase exécutive de la coopération bilatérale entre la Côte d'Ivoire et la France à travers le Contrat de Désendettement et Développement (C2D) et sa composante PReSeD (Projet de Partenariat rénové pour la Recherche au Service du Développement de la Côte d'Ivoire). Ce colloque constitue l'une des activités d'un projet de recherche financé par le C2D (2014-2017), intitulé « Dynamiques paysagères en période de crises politico-militaires en Côte d'Ivoire : influences sur la gestion et la disponibilité des terres agricoles et la sécurité alimentaire » (D2PCPCI). Ce projet est porté par un consortium d'équipes issues de cinq (05) institutions :

- Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa, Côte d'Ivoire), équipe UJLoG-ECOPAY-CI, coordonnatrice du projet ;
- Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire), équipe UAO-SECALIM-CI ;
- Université Abomey-Calavi (Cotonou, Benin), équipe UAC-LEA-BJ ;
- Université de Ouagadougou 1 Professeur Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou, Burkina Faso), équipe UO-INSS-BF ;
- Université Nice Sophia Antipolis (Nice, France), équipe UNice-ESPACE-FR.

Le colloque a été organisé par le Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement (GRIEPE) dont fait partie l'équipe UJLoG-ECOPAY-CI.

REMERCIEMENTS

Le comité d'organisation du colloque exprime sa profonde gratitude aux Gouvernements français et ivoirien pour la mise en place du programme Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), qui ont soutenu le projet « Dynamiques paysagères en périodes de crises politico-militaire en Côte d'Ivoire : influences sur la gestion et la disponibilité des terres agricoles et la sécurité alimentaire » (D2PCPCI) et l'organisation de ce colloque à travers la composante « projet de Partenariat renoué pour la Recherche au Service du Développement de la Côte d'Ivoire » (PReSeD).

Le comité d'organisation du colloque remercie sincèrement toutes les institutions publiques locales et internationales suivantes qui ont œuvré à l'organisation de ce colloque :

- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la Côte d'Ivoire ;
- le programme « Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest » (GEOFORAFRI) ;
- le Conseil du Café-Cacao ;
- l'Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines (ASCAD) ;
- l'Université Jean Lorougnon Guédé.

Le comité d'organisation est reconnaissant envers tous les participants venus de Belgique, du Bénin, du Burkina-Faso, du Burundi, du Cameroun, du Congo-Brazzaville, de Côte d'Ivoire, de France, du Gabon, du Mali, du Maroc, du Niger, de la République Démocratique du Congo et du Togo. La présence massive de ces participants à ce colloque dénote de l'intérêt du thème et des problématiques abordés.

Le comité d'organisation remercie les experts des panels et le travail effectué par les modérateurs et rapporteurs des différentes sessions scientifiques du colloque.

Enfin, le comité d'organisation remercie toutes les personnes, structures ou institutions qui ont contribué à la réussite de ce colloque.

ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
ASCAD	Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CNRS	Centre National de Recherche Scientifique
CNRST	Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique
CSRS	Centre Suisse de Recherches Scientifiques
ERAIFT	Ecole Régionale d'Aménagement Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
GEOFORAFRI	Observatoire Spatial pour le Gestion Durable des Forêts et des Terres en Afrique Centrale et de l'Ouest Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest
GRED	Gouvernance, Risques, Environnement et Développement
GRIEPE	Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
ONG	Organisation Non Gouvernementale
RDC	République Démocratique du Congo
REDD+	Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
SODEFOR	Société de Développement des Forêts
UAO	Université Alassane Ouattara
TWAS	The World Academy of Sciences
UAC	Université d'Abomey-Calavi
UFHB	Université Félix Houphouët-Boigny
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UJLoG	Université Jean Lorougnon Guédé
ULg	Université de Liège
UMR	Unité Mixte de Recherche
UNIKIN	Université de Kinshasa
UPGC	Université Peleforo Gon Coulibaly

ORGANISATION DU COLLOQUE

Comité de pilotage

Nom et prénoms	Institution	Pays
TIDOU Abiba Sanogo	Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KONE Tidiani	Vice-Président de l'Université Jean Lorougnon Guédé, Chargé de la Pédagogie, de la Vie Universitaire, de la Recherche et de l'Innovation Technologique	Côte d'Ivoire
AKAFFOU Doffou Sélastique	Vice-Président de l'Université Jean Lorougnon Guédé, chargé de la planification, de la Programmation et des Relations Extérieures	Côte d'Ivoire
AKA Kpolé Longin	Secrétaire Général de l'Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire

Comité d'organisation

Nom et prénoms	Institution	Pays
BARIMA Yao Sadaïou Sabas (Président du comité d'organisation)	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
AHOTO Samuel	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
ANDRIEU Julien	Université Nice Sophia Antipolis	France
ASSALÉ Adjo Annie Yvette	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
ASSI-KAUDJHIS J. P.	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
BAMBA Issouf	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
GNAGNINÉ Kpassagnon Hypolithe	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KANGA Elyass	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOFFI Anzoumanan	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOFFI N'Guessan Achille	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOUA Kadio Attey Noël	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOUAKOU Akoua Tamia	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOUAKOU Kouassi Apollinaire	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KOUASSI KOUASSI Germain	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KPANGUI Kouassi Bruno	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
KPATA Grah Adolphe	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
SANGNE Yao Charles	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
TOUMAN Hyacinthe	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
ZANH Golou Gizèle	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire

Comité scientifique

Nom et prénoms	Institution	Pays
BOGAERT Jan (Président du comité scientifique)	Université de Liège	Belgique
ANDRIEU Julien	Université Nice Sophia Antipolis	France
ASSI-KAUDJHIS J. P.	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
BAMBA Issouf	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
BARIMA Yao Sadaïou Sabas	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
CHAUVEAU Jean-Pierre	Institut de recherche pour le Développement	France
GODRON Michel	Université d'Orléans	France
KOUAME Séverin	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
KOUASSI Kouakou Lazare	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
MERTENS Benoit	Institut de recherche pour le Développement	France
SANGNE Yao Charles	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
SINSIN Brice	Université d'Abomey Calavi	Benin
ZERBO Roger	Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo	Burkina Faso

Equipe de rédaction

Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement (GRIEPE), www.griepe.net.

RESUME EXECUTIF

Le colloque « Conflits, dynamiques des paysages et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » a eu lieu du 10 au 12 Mai 2017 à l'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) à Daloa en Côte d'Ivoire. Cette activité scientifique a enregistré la participation de plus de 190 personnes venues de 13 pays (Belgique, Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Mali, Maroc, Niger et République Démocratique du Congo).

L'objectif général du colloque était d'organiser une rencontre scientifique et technique entre experts, chercheurs, enseignants, acteurs d'ONG ou de bureaux d'études et services techniques des institutions publiques ou privées s'intéressant aux écosystèmes terrestres subsahariens ainsi qu'aux pressions qui s'y exercent. Ce colloque était aussi une opportunité pour sensibiliser, former et échanger sur des problématiques connexes au thème principal et susciter des possibilités de collaboration entre participants et experts de divers domaines sur plusieurs thématiques. Durant trois jours, trente (30) communications orales, deux panels de haut niveau, deux ateliers spécifiques (Side-Event), des présentations de "Ma thèse en 180 secondes" et une séance posters ont constitué l'essentiel des travaux de ce colloque.

Les communications orales ont été regroupées dans les quatre sessions ci-dessous, conduites chacune par un président et un rapporteur :

- Identification et dynamiques des paysages en périodes de conflits (session 1, 10 communications) ;
- Mouvements des populations, agriculture et gestion foncière (session 2, 7 communications) ;
- Systèmes agraires, sécurité alimentaire et gestion de l'espace (session 3, 7 communications) ;
- Espaces, services écosystémiques et qualité de vie des populations (session 4, 6 communications).

La session 1 présidée par le Professeur BOGAERT Jan a mis en évidence, sur la base de données satellitaires, les différentes modifications au sein des paysages sous l'action des populations. Ces modifications pour la plupart se traduisent par un effet négatif sur les paysages naturels. Ces effets sont d'autant plus perceptibles et sévères sur les paysages et le vécu des populations lorsqu'ils s'inscrivent dans un contexte de crises socio-politiques.

Dans la session 2, présidée par le Professeur KONE Issiaka, les communications tout en relevant la recrudescence des mouvements de populations vers d'autres zones plus fertiles pour des pratiques agricoles, ont mis en évidence les effets néfastes de ces mouvements sur les paysages, la disponibilité des ressources foncières et les rapports intercommunautaires.

La session 3 a été présidée par le Professeur CHAUVEAU Jean-Pierre. Les communications ont révélé que l'insécurité alimentaire est la résultante de facteurs naturels, socio-économiques et surtout politiques défavorables, sous l'influence desquels les populations sont contraintes d'aller vers des zones relativement plus accueillantes. Cette situation engendre un accroissement de la population dans ces zones, un épuisement des ressources forestières et une saturation foncière.

Dans la session 4, présidée par le Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P., les communications ont évoqué les stratégies mises en œuvre par les populations pour lutter contre l'insécurité alimentaire de manière à ne pas dépendre de l'aide humanitaire. L'une des stratégies est le recours aux produits forestiers non-ligneux.

Deux panels ont été animés au cours du colloque. Le premier avait pour thème « Développement économique et/ou préservation des ressources naturelles : le dilemme des pays en développement ? ». Il a été animé par six experts composés de :

- Professeur BOGAERT Jan, académicien belge, Professeur Ordinaire à l'Université de Liège (Belgique) ;
- Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P., Enseignant-Chercheur à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) ;
- N'GORAN Djè François, Directeur technique à l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) ;
- ATTAHI Koffi, Directeur du Centre de Gestion de la Société de développement des forêts (SODEFOR) de Daloa ;
- Professeur CHAUVEAU Jean-Pierre, chercheur émérite à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ;
- SANGARE Yacouba, Député à l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire et Président du réseau ivoirien des parlementaires pour la protection de l'environnement et des forêts.

Ce premier panel a mis en exergue les difficultés réelles d'allier le développement et la préservation des ressources naturelles, notamment dans les pays du Sud et ceux d'Afrique subsaharienne en particulier. Le panel a recommandé aux pays d'Afrique subsaharienne, le contrôle de la population afin de limiter la pression sur les ressources naturelles qui ne sont pas extensibles. Le panel a exhorté les politiques à la prise de décisions courageuses qui aideront à mieux préserver les ressources naturelles et les richesses des pays. Cette disposition permettra de stabiliser les populations dans leurs régions d'origine tout réduisant leurs déplacements vers les grandes métropoles. Le panel a recommandé aux Etats en développement de poursuivre davantage la formation des cadres et de compétences en divers domaines pour accompagner les différents programmes de développement.

Le second panel qui avait pour thème « Conflits, actions humaines, sécurité alimentaire et dynamiques des paysages en Afrique subsaharienne » a été animé par les présidents des sessions et leurs rapporteurs respectifs. Les membres du panel 2 ont fait la synthèse de chacune des sessions. Des recommandations ont été faites à la suite de ce colloque. Il s'agit de la nécessité de redéfinir au niveau des institutions publiques nationales, régionales et sous-régionales, de nouvelles stratégies de gestion des mouvements des populations vers les zones plus humides et fertiles afin de prévenir les conflits intercommunautaires.

Deux Side-Event ont constitué la troisième activité scientifique du colloque. Le premier a été animé par le Professeur LEJOLY Jean, coordonnateur d'une ONG spécialisée dans l'Agroforesterie en République Démocratique du Congo. Il a évoqué l'agroforesterie comme une réponse au dilemme entre la conservation des ressources forestières et le développement des pays du Sud. Le second Side-Event a été animé conjointement par deux experts venus de France, les Professeurs GODRON Michel et ANDRIEU Julien. Dans cet exposé, les intervenants ont présenté les méthodes d'analyses des données d'enquêtes phytosociologiques et sociologiques. Ils ont présenté les insuffisances des méthodes d'analyses classiques telles que l'Analyse Factorielle de Correspondance (AFC) et la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) notamment le manque de tests statistiques rigoureux. Ils suggèrent de regarder les relations entre les descripteurs grâce aux tables de contingences. Une étude de cas a été faite avec

des données d'enquête issues de la forêt classée du Haut-Sassandra et des Mangroves du Delta du Saloum de Guinée Bissau.

Vingt-deux (22) posters abordant diverses problématiques en rapport avec les thématiques soulevées par le colloque ont été affichés durant cette rencontre scientifique. Une "séance posters", a permis à tous les participants d'échanger avec les différents auteurs.

Au terme du colloque, plusieurs recommandations ont été faites aussi bien aux chercheurs, aux institutions qu'aux politiques. Entre autres, le colloque a recommandé la redéfinition urgente de nouvelles stratégies de gestion des mouvements des populations vers les zones plus humides et fertiles. Ces stratégies doivent absolument tenir compte de la dimension environnementale, sociale et économique des États qui accueillent les populations migrantes pour un développement harmonieux et durable. Le colloque a recommandé aux chercheurs, aux ONG et aux journalistes, la poursuite de la sensibilisation des populations locales sur les questions environnementales et la préservation des ressources naturelles ainsi que la biodiversité. Un accent particulier devra être mis sur les écosystèmes fragiles et les forêts naturelles d'Afrique subsaharienne pour le maintien des services écosystémiques. La formalisation des transferts de droits coutumiers au niveau du foncier devra être renforcée. Ces textes doivent être accompagnés d'une réelle volonté politique. Le colloque a recommandé la construction d'un modèle d'intégration des populations migrantes par le truchement des pouvoirs politiques. Le migrant doit être considéré comme un acteur du développement et non comme un envahisseur. Les États d'Afrique subsaharienne doivent se montrer plus responsables afin de prévenir les conflits qui fragilisent les rapports intercommunautaires et mettent à mal la gestion des ressources naturelles et l'intégrité des paysages. Les États d'Afrique subsaharienne devront poursuivre et renforcer la formation des Hommes et des cadres dans divers domaines de compétence en vue d'une meilleure gestion et préservation des ressources naturelles. Le colloque a recommandé aux chercheurs que les travaux de recherche aboutissent à des propositions de solutions concrètes pour le développement des populations locales et non se limiter aux états des lieux. Les collaborations entre les différentes équipes devront être renforcées afin d'affiner les méthodologies et aboutir à des résultats meilleurs.

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Les actions anthropiques modifient les paysages et les conditions de vie des populations avec une rapidité accrue lorsqu'elles sont exacerbées par les crises. Dans plusieurs régions du monde, et en particulier en Afrique subsaharienne, ces modifications sont liées à des tensions sociales et/ou intercommunautaires qui débouchent souvent sur des conflits armés. Ainsi, depuis 1990, ces conflits armés avec leurs corollaires ont mis plus de 80 millions d'hommes et de femmes en situation de famine et engendré plus de 23 millions de réfugiés. A cause des conflits, les ressources consacrées aux programmes de développement nationaux sont détournées à d'autres fins. Dans ces périodes de tension, la fragilité ou même la disparition des systèmes de contrôle des territoires ruraux entraîne en pays tropical, le développement subreptice de spéculations agricoles telles que le cacao, le café, l'anacarde, l'hévéa, etc. et suscite souvent l'afflux d'immigrés dans certains pays en crise. Ce déséquilibre se traduit par une modification forte des paysages qui sont l'image la plus précise des potentialités agricoles, pastorales et forestières du territoire. Les déplacements de populations qui accompagnent ces modifications des paysages sont souvent source de conflits récurrents entre communautés d'immigrés et communautés locales pour l'accès à la ressource foncière.

Les outils statistiques traditionnels de collecte de données sur les potentialités du territoire sont alors abandonnés en raison de l'insécurité. Des technologies innovantes – en particulier la télédétection – et des observations de terrain adéquates s'avèrent donc nécessaires pour connaître l'évolution des régions qui ont subi des conflits.

Pour faire le point sur ces nécessités, ce colloque a examiné en détail, les relations entre les actions humaines et les dynamiques des paysages d'Afrique subsaharienne, ainsi que leurs influences sur la sécurité alimentaire.

1.2 Objectifs du colloque

L'objectif général du colloque était d'organiser une rencontre scientifique et technique entre experts, chercheurs, enseignants, acteurs d'ONG ou de bureaux d'études, et services techniques des institutions publiques ou privées s'intéressant aux écosystèmes terrestres subsahariens ainsi qu'aux pressions qui s'y exercent. Il s'agissait précisément d'offrir un cadre de concertation pour sensibiliser, former et échanger sur les expériences réalisées et les perspectives opérationnelles des données et produits élaborés dans des disciplines scientifiques diverses.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

2.1 Allocutions

La cérémonie d'ouverture a été marquée par cinq (5) allocutions (Annexe 1) qui sont dans l'ordre :

- le mot de bienvenue de Monsieur MONGNETENOU Bruno, Adjoint au Maire de la commune de Daloa ;
- l'allocution de Docteur BARIMA Yao Sadaïou Sabas, Coordonnateur du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement (GRIEPE) et Président du Comité d'organisation du colloque ;
- l'allocution de Docteur AKAFFOU Doffou Sélastique, Vice-président de l'Université Jean Lorougnon Guédé chargé de la planification, programmation et des relations extérieures, qui représentait Madame le Professeur TIDOU Abiba Sanogo, Présidente de ladite Institution ;
- l'allocution de Monsieur AMON N'Goran Guy-Roger, Délégué Régional du Conseil Café-Cacao qui représentait Madame TOURE Massendje LITSE, Directrice générale du Conseil-Cacao ;
- l'allocution d'ouverture de Monsieur CISSE Sindou, Conseiller technique, représentant Madame le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Professeur BAKAYOKO-LY Ramata.



Figure 1 : Allocution de Monsieur CISSE Sindou, Conseiller technique, représentant Madame le Ministre de l'Enseignement Supérieur

2.2 Participants

Le colloque a enregistré 193 participants provenant de 13 pays à savoir : la Belgique, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, la France, le Gabon, le Mali, le Maroc, le Niger et la République Démocratique du Congo. Les profils des participants dénotent de l'intérêt suscité par le thème du colloque. La liste des participants et leurs institutions d'origine sont confinées dans le tableau en annexe 2.

III. DEROULEMENT DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Le colloque sur le thème « Conflits, dynamiques des paysages et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » s'est déroulé sur trois jours (10 au 12 mai 2017). Il a été marqué par les activités scientifiques suivantes :

- trente (30) communications orales ;
- deux (02) panels ;
- deux (02) Side-Events ;
- une séance posters ;
- des séances de présentations « Ma Thèse en 180 secondes »

Le programme détaillé est contenu dans le tableau présenté en Annexe 3.

Les deux panels ont permis avec les contributions d'experts de divers domaines de débattre et échanger sur différentes problématiques auxquelles sont confrontés les pays du Sud et ceux d'Afrique subsaharienne en particulier. Les communications scientifiques (30 au total) ont permis aux chercheurs d'exposer l'essentiel de leurs travaux, suivies d'échanges et de questions.

Deux Side-Events ou ateliers spécifiques, ont été animés respectivement par le responsable d'une ONG spécialisée dans l'agroforesterie au Nord de la RD. Congo, et deux chercheurs émérites spécialistes des traitements des données d'enquêtes.

Les intermèdes ont été occupés par l'activité « Ma Thèse en 180 secondes » consacrée aux étudiants de Master ou Doctorat qui ont saisi cette occasion pour vulgariser leurs activités de recherche ou solliciter une aide technique pour répondre à des questions scientifiques.

Enfin, les séances posters ont été une autre occasion d'échanges scientifiques et techniques sur diverses autres problématiques au cours de la visite des stands d'exposition de posters. Hormis les séances « Ma Thèse en 180 secondes », ces activités scientifiques ont toutes été soumises à des échanges au cours desquels les participants ont pu poser des préoccupations pour comprendre les méthodologies et techniques utilisées, ou faire des contributions.

Dans le présent rapport, les activités scientifiques du colloque ont été regroupées dans des rubriques différentes. Ainsi, pour chacune des sessions de communications orales, les résumés seront présentés. Ils seront suivis d'une synthèse de la session et enfin les conclusions et éléments de discussions.

3. 1. Communications orales

Le colloque « Conflits, dynamiques des paysages et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » a enregistré 30 communications orales regroupées en 4 grandes sessions thématiques suivantes :

- Identification et dynamiques des paysages en périodes de conflits (session 1) ;
- Mouvements des populations, agriculture et gestion foncière (session 2) ;
- Systèmes agraires, sécurité alimentaire et gestion de l'espace (session 3) ;
- Espaces, services écosystémiques et qualité de vie des populations (session 4) ;

Chacune des sessions est présidée par un Président et un rapporteur de session.

Pour chacune des sessions, les résumés seront présentés suivis d'une synthèse de la session et enfin les conclusions et éléments de discussions.

3.1.1- Communications de la session I

Thème : Identification et dynamiques des paysages en périodes de conflits

Cette session renfermait 10 communications scientifiques et était présidée par Monsieur BOGAERT Jan, Professeur ordinaire à l'Université de Liège et membre de l'académie royale des sciences d'Outre-mer de la Belgique. Le rapporteur était Docteur DIBI N'Da Hyppolite, Enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan, Côte d'Ivoire).

Résumés des communications

Communication 1 : Partition du territoire pendant la période de conflit comme facteur de la dynamique de végétations en Côte d'Ivoire

BAMBA I.¹, BARIMA Y. S. S.¹, SANGNE Y. C.¹, ASSI-KAUDJHIS J.P.²

¹ Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire),

² Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

bambisso@yahoo.fr

Résumé

La crise politico-militaire déclenchée en Côte d'Ivoire en septembre 2002 a entraîné une partition du pays en deux entités militaires et administratives distinctes. Le Sud est resté sous autorité gouvernementale quand le Nord du pays était sous la gestion d'une rébellion armée ; les deux entités séparées par la zone dite tampon. Outre les répercussions sur les populations, cette crise a entraîné des perturbations des paysages. La présente étude a consisté à mettre en évidence la dynamique spatio-temporelle des parcs nationaux et forêts classées présents dans les trois zones de découpage du pays entre 2002 et 2013. Les cartes d'occupation du sol ont été réalisées au début et à la fin des conflits. Un indice de perturbation anthropique a quantifié les perturbations intervenues dans les différents milieux. Les résultats ont montré que l'impact de la crise a été plus accentué dans les formations appartenant aux zones forestières que dans les zones savaniques. Suivant le découpage territorial issu de la crise, c'est la zone dite tampon qui a été la plus perturbée. De plus, ce sont les formations situées dans le centre-ouest, zone de forte production de cacao qui ont subi les plus fortes perturbations.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, crises politico-militaires, partition du pays, déforestation, savanisation

Communication 2 : Impact des pressions anthropiques sur la flore de la forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU A. T. M, ASSALE A. A. Y., BARIMA Y. S. S
Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
tamia_akoua01@yahoo.fr

Résumé

La forêt classée du Haut-Sassandra située dans le Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire est soumise à une forte anthropisation depuis les conflits politico-militaires de 2002. Cette étude vise à quantifier les dégradations dans cet espace domanial dans ses zones nord, centre et sud. Pour atteindre cet objectif, une analyse de la dynamique spatio-temporelle des trois zones a été faite à partir de cinq images Landsat datant de 1990, 1997, 2002, 2006 et 2013. Elle a été complétée par un inventaire floristique de chacune d'entre elles. Les résultats montrent que les conversions du couvert forestier des trois zones se sont déroulées pendant la période des conflits avec des taux de régression de plus de 50%. Au niveau floristique, 622 espèces végétales réparties entre 406 genres et 103 familles ont été recensées dans l'ensemble des trois zones. Le Nord et le Centre diffèrent significativement du Sud de par la richesse spécifique moyenne. La flore inventoriée diffère généralement d'une zone à une autre en fonction des facteurs de dégradation, avec une plus grande diversité dans les cacaoyères. Cependant, cette flore, bien que diversifiée, ne présente pas de similitude avec celle des reliques forestières encore présentes dans la forêt classée du Haut-Sassandra.

Mots-clés : Conflits armés, dégradation, diversité floristique, télédétection, Haut-Sassandra

Communication 3 : Occupation du sol et saturation foncière à la périphérie de la Forêt Classée du Haut-Sassandra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) dans un contexte post-conflit

ZANH G. G. KOUA K. A. N., KOUAKOU K. A., BARIMA Y. S. S.
Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
zanhgoloug@gmail.com, nokadio@gmail.com

Résumé

La Forêt Classée du Haut-Sassandra (FCHS) a connu une dégradation accélérée avec la crise de 2002 qui a secoué la Côte d'Ivoire. L'installation des cultures et habitats au sein de cette forêt pourrait sous-entendre que les terres à la périphérie de cette forêt seraient épuisées. Cependant, les études traitant de la saturation foncière dans le domaine autour de cette FCHS sont presque inexistantes. Cette étude vise à déterminer la dynamique de l'occupation du sol et le mode de gestion des terres dans la zone périphérique de la FCHS. Pour y arriver, cinq images satellites de type Landsat couvrant la période de 1990 à 2016 ont été acquises et traitées. La validation de ces traitements a été couplée à des enquêtes socio-économiques et des observations participatives réalisées dans 11 villages riverains à cette forêt. Il ressort des différentes analyses que les cultures pérennes, représentées principalement le cacaoyer occupaient déjà 73,9% de la zone en 1990. Avec la disparition des forêts, le vieillissement des vergers et certaines contraintes parasitaires, la cacaoculture a connu une régression pendant et après la décennie de crise au profit de l'hévéa et l'anacarde. Tout cela affecte les modes d'acquisition des terres qui dominé avant la crise par la donation ou la location ont disparu aujourd'hui au profit de l'héritage et de l'achat.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, déforestation, saturation foncière, forêt classée du Haut-Sassandra, zone rurale, pression foncière

Communication 4 : Pression anthropique et dynamique paysagère en zone de forêt ivoirienne dans la région de Méagui.

OUATTARA A. A.¹, DEBORA G. I. D¹., KOUAKOU A. A. C.², ADOPO A. R. I.², FAURET P., COULIBALY B.⁴, KABA D⁴, KOFFI Y. J. J.¹, ASSI-KAUDJHIS J. P.¹, COURTIN F.³

¹Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire),

²Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

³Institut de Recherche et de Développement (France)

⁴Institut Pierre Richet de Bouaké (Côte d'Ivoire),

ouattaraaboubacaradama@yahoo.com

Résumé

En Côte d'Ivoire, la densité de population est passée de 8 hbts/km² en 1950 à 71 hbts/km² en 2014. Cette augmentation des densités de population a impulsé de fortes dynamiques de peuplements et a générée l'augmentation des superficies cultivées. Pour visualiser ces dynamiques dans la région de Méagui, une étude diachronique du peuplement et de l'emprise rurale a été effectuée sur un transect qui de la ville de Méagui (Est) jusqu'au Parc National de Taï (Ouest), sur une superficie de 233km². Le croisement entre les informations récoltées sur le terrain et l'analyse d'images satellitaires LANDSAT prises à différentes dates (1986, 2002 et 2014) a permis de faire une discrimination des dynamiques de peuplement et des types d'occupation du sol. De 6 unités de peuplement, identifiées à l'Est de la zone au début des années 1975, on est passé à 489 en 2016. Parallèlement, la forêt qui occupait 40% de l'espace étudié en 1986, avait presque disparue en 2014, au profit des cultures pérennes (plus de 90%). En 2016, la densité de population globale est de 416 hbts/km², soit près de 6 fois supérieure à la densité de population nationale. Ces résultats montrent l'importance de la problématique population/ressource en Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Dynamique de peuplement, front pionnier, déforestation, parc national de Taï, région de Méagui.

Communication 5 : Dynamique d'expansion des cacaoyères dans les zones de contact forêt-savane : cas de la sous-préfecture de Kokumbo (Centre de la Côte d'Ivoire).

KPANGUI K. B.¹, VROH B. T. A.², KOUAME D.¹, GONE B. Z. B.², KOFFI B. J.-C., ADOU YAO C. Y.²

¹Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

²Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire

kpanguikb@gmail.com

Résumé

En Côte d'Ivoire, les zones de contact forêt-savane ont considérées à partir les années 1970 comme non favorables à la culture cacaoyère. Depuis quelques années pourtant, l'on note un retour de l'économie cacaoyères dans ces zones. La présente étude, réalisée dans la sous-préfecture de Kokumbo, avait pour objectifs de cartographier et suivre à partir d'images Landsat de 1990, 2002 et 2014, l'évolution spatio-temporelle des types d'occupations du sol dans cette zone. Pour mieux comprendre les fondements des pratiques paysannes utilisées, des enquêtes ont été réalisées dans différents villages. Il ressort des traitements que l'emprise de la culture cacaoyère est de plus en plus importante dans la région. Cette culture cacaoyère s'installe au détriment des forêts et savanes qui ont respectivement perdues 25% et 58,1% de leur superficie initiale. Les enquêtes menées ont permis de discriminer quatre types d'exploitation cacaoyères dont près de 65% des parcelles cacaoyères ont été installées entre 2002 et 2014. Face à cette expansion qui est relativement récente, la question de la durabilité des systèmes de production cacaoyère dans cette région se pose. Leurs performances agronomique et économique ainsi que leur valeur pour la conservation de la biodiversité devraient être analysées dans les prochaines études.

Mots-clés : Télédétection, Culture cacaoyère, Dynamique de la végétation, Système agroforestier, Côte d'Ivoire.

Communication 6 : Dynamique de peuplement et modification paysagère dans le parc national de la Marahoué (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU A. C.¹, COULIBALY B.², KABA D.², ANOH P.¹, COURTIN F.³

¹Université Félix Houphouet Boigny (Côte d'Ivoire)

²Institut Pierre Richet-Bouaké (Côte d'Ivoire)

³Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

kouakoucoletteadjoua@yahoo.fr

Résumé

En Côte d'Ivoire, la densité de population est passée de 8,3 Hab/km² en 1950 à 71,4 Hab/km² en 2015. Cette augmentation de densité de population, surtout en zone forestière, a provoqué un phénomène de saturation foncière qui a orienté les derniers fronts pionniers de café-cacao vers les espaces protégés, comme c'est le cas pour le Parc National de la Marahoué (PNM). Dans ce Parc, une enquête par questionnaire et une cartographie du territoire visant à dénombrer la population, à localiser les peuplements et tracer les pistes à l'aide du Global Positioning System ont été réalisées. Parallèlement, une analyse spatio-temporelle de l'occupation du sol à l'intérieur du PNM a été effectuée. Les résultats révèlent que la dynamique de peuplement dans le PNM était depuis 1955 caractérisé par une installation progressive mais lente des localités, qui s'est brusquement accélérée à partir de 2000. Ce parc est en 2015 habité par une population de 53651 habitants (soit 52,15 Hab/km²), distribuées dans 174 unités d'habitat. Avec la pression de cette population sur l'espace naturel, la forêt a laissé la place aux cultures. Sa superficie est passée de 82281 hectares en 1974 à 00 hectares en 2015.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Parc National de la Marahoué, dynamique de peuplement, agriculture, modification paysagère.

Communication 7 : Dynamique paysagère de la Forêt Classée de la Lama au sud du Bénin

TOYI M. S. S., EDA F., SINSIN B.
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
mireille.toyi@gmail.com

Résumé

*La forêt classée de la Lama, située au sud du Bénin, a subi de profonds changements liés à la régénération forestière et aux actions de reboisement dont la principale espèce est le teck (*Tectona grandis* L.f.). Le suivi et la quantification de la dynamique de l'occupation du sol dans cette aire protégée s'avèrent donc nécessaires pour quantifier, à partir de données diachroniques et des techniques d'écologie du paysage, les efforts de restauration et de conservation de cette forêt afin de mieux orienter les efforts de conservation. Pour y parvenir, la cartographie du couvert végétal de la forêt classée de la Lama a été faite afin de l'actualiser grâce au traitement de l'image satellitaire Landsat OLI TIRS de 2015. La dynamique évolutive des classes d'occupation du sol a été ensuite déterminée suite au traitement des images Landsat ETM+ de 2000 et Landsat OLI TIRS de 2015 grâce aux techniques de la télédétection et du Système d'Information Géographique (SIG). En outre, la réalisation des matrices de transition et du modèle du « decision tree algorithm » ont permis d'identifier les principaux processus de transformation spatiale subis par le paysage. Il ressort des analyses effectuées que les surfaces forestières, en 2015, couvrent 27,85% de la zone d'étude alors qu'elles ne représentaient que 8,02% en 2000. Cette augmentation de la surface forestière est due à une régression des cultures et jachères suite aux efforts d'aménagement. Les principaux processus de transformation du paysage sont la création de taches de forêts denses semi-décidues et des plantations forestières par opposition à la suppression des cultures agroforestières ainsi qu'à la fragmentation des forêts secondaires et des cultures et les jachères.*

Mots-clés : Forêt classée, Lama, paysage, dynamique, indices structuraux.

Communication 8 : Dynamiques des paysages régionaux en zone cotonnière du Mali

DEMBELE S.¹, SOUMARE M.¹, DIAKITE C. H.², GAILLARD D.³

¹Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

²Unité Système d'Information Géographique et Télédétection (Mali)

³Université de Caen Normandie (France)

sidi_dembele@yahoo.fr

Résumé

Au cours de ces dernières décennies, les activités humaines en particulier l'agriculture ont conduit à la transformation progressive d'une très grande partie de la surface terrestre. Dans la zone cotonnière du Mali, cette pression anthropique est relativement importante à cause d'un essor de la culture cotonnière depuis trois décennies. Cette étude menée dans la nouvelle zone cotonnière fait une analyse de la structure et de la dynamique de la diversité paysagère. La méthodologie utilisée, en plus du traitement numérique des images satellites s'est basée sur des calculs de métriques paysagères sous le logiciel Fragstats pour la quantification de la structure à l'échelle de la tâche, et cela d'une même catégorie de tâches et à l'échelle globale du paysage. On remarque à l'échelle des classes d'occupation, une hétérogénéité qui est surtout liée à l'augmentation de la proportion du paysage occupé par la zone agricole qui passe de 21,92% à 36,57% en 30 ans au détriment de la savane arborée qui perd 21,57% de sa surface. Au niveau de la dynamique paysagère, l'introduction de la culture du coton dans cette zone dans les années 90 a beaucoup contribué à une augmentation importante de plus de 260 km² de la zone de culture.

Mots-clés : *Dynamique paysagère, biodiversité, occupation du sol, analyse spatiale, indices paysagers*

Communication 9 : La contribution des camps de déplacés à la dynamique paysagère au sud et au sud-est du Burundi

HAVYARIMANA^{1, 2, 3} F., BAMBA⁴ I., BARIMA⁴ Y. S. S., MASHARABU² T.,
NDUWARUGIRA^{1, 2} D., BIGENDA² M.-J., MAMA⁵ A., BANGIRINAMA⁶ F., DE
CANNIERE¹ C., BOGAERT³ J.

¹ Université Libre de Bruxelles (Belgique)

² Université du Burundi (Burundi)

³ Université de Liège (Belgique)

⁴ Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

⁵ Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

⁶ Ecole Normale Supérieure, Bujumbura (Burundi)

francois.havyarimana@ub.edu.bi ou fhavyari@ulb.ac.be

Résumé

La zone tropicale connaît, à l'heure actuelle, une réduction catastrophique de la superficie des écosystèmes forestiers qui jouent pourtant un rôle essentiel dans la régulation climatique et qui constituent un réservoir inestimable de la biodiversité. Les causes de cette déforestation sont multiples et complexes. Même si l'agriculture constitue l'une des causes majeures de la déforestation dans la plupart des régions tropicales, l'Afrique subsaharienne a connu des influences exceptionnelles liées aux conflits sociaux qui ont entraîné un afflux massif de réfugiés ou de déplacés internes. Au Burundi, l'instabilité sociopolitique survenue en 1993 a entraîné un déplacement massif de la population constituée essentiellement d'agriculteurs. Une partie de cette population déplacée s'est réfugiée à l'extérieur du pays tandis qu'une autre s'est retrouvée dans des camps de déplacés à l'intérieur du pays. L'objectif de cette étude est de caractériser la dynamique spatio-temporelle de l'occupation du sol au sud et au sud-est du Burundi en mettant un accent particulier sur l'influence de cette migration forcée de la population. La présente étude vise à tester l'hypothèse selon laquelle les camps de déplacés seraient à l'origine de la forte déforestation et destruction de savanes observées pendant cette période d'instabilité. Ainsi, une étude de la dynamique de l'occupation du sol autour des camps a été réalisée en combinant une analyse de 6 images satellitaires multispectrales de type Landsat à des observations sur le terrain. L'impact négatif de l'instabilité sociopolitique sur la végétation naturelle a été mis en évidence par la diminution du degré d'anthropisation au fur et à mesure que la distance camps-végétation augmentait. Il a été confirmé par le fait que l'anthropisation de la zone située autour des camps est plus importante pour les années qui ont suivi le déclenchement de l'instabilité sociopolitique par rapport aux années antérieures. Ainsi, les résultats de cette étude ont permis de confirmer que les camps de déplacés ont significativement contribué à la dynamique de l'occupation du sol dans cette région. La réhabilitation de ces zones déforestées ou dégradées s'avère par conséquent indispensable.

Mots-clés : instabilité sociopolitique, images satellitaires, dynamique spatiale, déforestation, anthropisation

Communication 10 : Analyse de la cinématique de la végétation en Côte d'Ivoire pendant les conflits à travers une métrique phénologique et la corrélation de Kendall de deux séries temporelles de NDVI

ANDRIEU J.
Université Côte d'Azur (France)
Julien.ANDRIEU@unice.fr

Résumé

Une approche de télédétection multiscalaire et multisatellitaire a été mise en place pour étudier les changements de la végétation, en particulier de la limite forêt-savane d'abord sur une région englobant la Côte d'Ivoire et le Bénin à 8 km de résolution de 1981 à 2006, puis sur la Côte d'Ivoire seule, à 250 m de résolution de 2002 à 2014. Ces deux séries temporelles de NDVI (AVHRR et MODIS) ont été étudiées d'une part avec la corrélation de Kendall et d'autre part avec une métrique originale permettant de distinguer les végétations dont l'activité photosynthétique présente respectivement un rythme unimodal (une saison des pluies et une saison d'activité végétative) ou bimodal (deux saisons des pluies et deux pics d'activité végétative). Cela a permis de démontrer que ces dernières décennies, le renforcement des précipitations en Afrique de l'Ouest, ont provoqué une progression régionale des valeurs de NDVI dans le temps et une translation vers le nord de la limite entre les végétations à rythme végétatif bimodal et celles à rythme unimodal. Un examen séparé des deux saisons permet de préciser que la petite saison sèche est mieux marquée en termes de phénologie, depuis le milieu des années 1990. Un examen de la corrélation de Kendall sur des images de moyenne résolution sur la période des conflits montre qu'au sein de ces tendances régionales liées au climat, des dynamiques locales de diminution du NDVI s'observent, liées à une diminution du couvert forestier.

Mots-clés : Télédétection, TSA, NDVI, phénologie, transition forêt-savane.

Synthèse des communications

Les communications de cette session ont mis en évidence, sur la base de cartes d'occupation du sol réalisées à partir de données satellitaires, les différentes modifications au sein des paysages sous l'action des populations. Ces modifications pour la plupart se traduisent par un effet négatif sur les paysages naturels et le vécu des populations qui sont d'autant plus perceptibles et sévères lorsqu'elles se situent dans un contexte de crises politique, militaire et/ou sociale. Par ailleurs, le modèle de gestion de la forêt classée de la Lama au Sud du Bénin qui a impliqué les populations locales dans la reconstitution progressive des espaces dégradés, est un bel exemple qui mérite d'être implémenté dans les forêts classées et autres aires protégées d'Afrique subsaharienne, confrontées à des difficultés de gestion. Le succès de ce modèle relève de ce qu'une collaboration soutenue au préalable par une bonne campagne de sensibilisation et un partage des retombées de la conservation devraient être mis en œuvre entre les gestionnaires des forêts domaniales et les populations riveraines. A ces facteurs, il faut ajouter la stabilité politique qui est indispensable pour un meilleur suivi des mesures de conservation des paysages et de l'environnement.

Principaux éléments de discussion et recommandations

Les thématiques de cette session ont été abordées à la fois sur le plan scientifique, technique ou organisationnel, avec des applications méthodologiques ou opérationnelles, sur des projets mis en œuvre par des acteurs privés, des services techniques, des administrations, des universitaires, centres de recherche et des ONG. Les communications ont certainement apporté de nombreux éléments de réflexion et d'informations aux participants, essentiellement issus des pays du Sud, démontrant la nécessité de l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour le suivi et la gestion durable dans leur pays respectifs.

3.1.2- Communications de la session2

Thème : Mouvements des populations, agriculture et gestion foncière

Cette session qui comportait sept (7) communications a été présidée par le Professeur CHAUVEAU Jean Pierre du CIRAD. Le rapporteur était Docteur ZADOU Armand Didié, Enseignant-chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé.

Résumés des communications

Communication 11 : Dynamiques de peuplement et modifications paysagères dans la zone rurale au sud de Bonon (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)

KROUBA D.¹, COULIBALY B.², ARISTIDE A.², ABOUBAKAR O.², KABA D.², KAUDJHISS N¹., COURTIN F³.

¹Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

²Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

³Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
deborakrouba@gmail.com

Résumé

Estimée à 15 millions d'hectares au début du XXe, la surface des forêts denses en Côte d'Ivoire est évaluée à 2,7 millions d'hectares à la fin du même siècle. Une forte pression anthropique a conduit à la réduction de leurs superficies. C'est le cas dans la zone de Bonon, une sous-préfecture située dans le centre-ouest ivoirien, où les cultures de rente se sont fortement implantées, dès le début des années 1970. Les données de terrain récoltées en 2000, sur le peuplement et le paysage, ont été comparées à celles de 2015. Les changements survenus en termes de densité de population, d'organisation spatiale du territoire et d'emprise rurale ont été décrits. Des évolutions importantes sont survenues en l'espace de 15 ans. La densité de population rurale est ainsi passée de 75 habitants/km² en 2000 à 134 habitants/km² en 2015. Cette augmentation des densités de population humaine, malgré la crise socio-politique survenue entre 2002 et 2011, a profondément modifié le paysage dans cette zone de Côte d'Ivoire. L'analyse de l'emprise rurale montre une augmentation considérable des superficies cultivées. Les surfaces agricoles sont passées de 3818 hectares en 2000 à 5250 hectares en 2015, soit une augmentation de 31% en 15 ans. La forêt originelle a quasiment disparu.

Mots-clés : Dynamique de peuplement, agriculture, modification paysagère, traitement d'images satellitaires, Bonon, Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire.

Communication 12 : Crises politico-militaires et climatiques en Côte d'Ivoire, 2000-2017. Du cacao à l'anacarde, de la rente forêt à la fumure animale

RUF F.
CIRAD (Côte d'Ivoire)
francois.ruf@cirad.fr

Résumé

Les cycles du cacao continuent de se dérouler et balayer les dernières forêts du pays. La décennie de crise politico-militaire en a prolongé et accéléré le processus. Mais la Côte d'Ivoire perd inévitablement et progressivement sa « rente forêt ». Les coûts de production du cacao augmentent. Comment l'agriculture familiale innove-t-elle pour surmonter ce surcoût lié à la perte de la rente forêt ? Face aux changements écologiques, climatiques, techniques mais aussi sociaux, politiques, associés à ces cycles du cacao, comment l'agriculture familiale transforme-t-elle les paysages, avec ou sans le cacao ? La diversification ou reconversion des vieilles caféières et cacaoyers en hévéas, palmier, anacardiens constitue un des plus beaux exemples de la capacité de l'agriculture familiale à s'adapter. Ces questions sont traitées qualitativement et empiriquement sur des échantillons de 40 à 200 exploitations sur 6 à 7 sites de la zone cacaoyère. Cette approche permet de refaire le point sur leurs changements techniques dans le contexte écologique et social mouvementé des décades 2000/2010. Les résultats se structurent en une « pentalogie » de dynamiques, riche et complexe, résultante des interactions entre déroulement du cycle du cacao, prix, crise politico-militaire et changement climatique, s'appliquant inégalement selon les régions.

Mots-clés : *Innovations agricoles, dynamiques rurales, cacaoculture, Côte d'Ivoire, anacardier, fumure.*

Communication 13 : Pratiques agricoles des migrants burkinabè en Côte d'Ivoire et investissements socio-économiques liés à la culture du cacao

HEMA K. B. ¹, ZERBO R. ¹ KOFFI G. R. Y. ²

¹Institut des Sciences des Sociétés Ouagadougou (Burkina Faso)

²Université Alassane Ouattara

Brigidak1@yahoo.fr

Résumé

La crise politico-militaire que la Côte d'Ivoire a traversée de 2000 à 2011 a marqué les pays voisins dont le Burkina Faso. En effet, premier Etat pourvoyeur de migrants vers la Côte d'Ivoire, il se retrouva face à de nombreuses difficultés pendant cette période, du fait de la forte concentration de la communauté burkinabè qui y réside mais aussi des échanges commerciaux qui existent entre les deux pays. Le secteur agricole ivoirien est le domaine de prédilection de nombreux ressortissants burkinabè. Nous nous interrogeons dans le cadre de cette investigation sur les activités agricoles et les investissements socio-économiques liés à la culture du cacao de ces migrants. D'importants échanges financiers ont lieu chaque année entre ces deux Etats dont le Burkina Faso est le principal pays de destination de ces fonds. Le plus important des transferts financiers est issu de la culture de cacao, premier produit d'exportation de la Côte d'Ivoire. Il ressort que les transferts de fonds des migrants burkinabè dans les plantations ivoiriennes sont essentiellement orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires de leurs familles au Burkina Faso et vers l'investissement dans le secteur immobilier. D'une manière périodique, ils manifestent leur solidarité lors de différents évènements auxquels leurs familles sont confrontées. En somme, la mobilisation de ces ressources entretient désormais les rapports entre émigrés et leurs proches restés au pays de départ.

Mots-clés : *Burkina Faso, migration, agriculture, transferts financiers, investissement*

Communication 14 : Modélisation prospective des paysages de la forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire) après la fin des conflits

VIGNAL M., ANDRIEU J.
Université Côte d'Azur (France)
matthieu.vignal@unice.fr

Résumé

Il a été démontré que les conflits armés provoquent, outre les drames humains, des dégradations de la biodiversité, dans ses dimensions écosystémique et spécifique notamment. La Forêt Classée du Haut-Sassandra est un cas d'étude intéressant pour ce genre de processus dans la mesure où, durant les conflits, une massive infiltration de migrants dans la forêt classée a provoqué un brusque recul de la couverture forestière et une perte notable de la diversité végétale. Nous avons créé un modèle issu du croisement d'un automate cellulaire et d'un système multi-agents permettant de simuler les déplacements (dans et hors de la forêt classée) et les jeux d'acteurs (liens entre chefs d'exploitation et ouvriers ; villageois exploitant les produits forestiers non ligneux et les migrants cultivant le cacao dans la forêt ; agents de la société de protection de la forêt). La simulation sociale génère, en sortie de modèle, des scénarios sous forme de cartes du défrichage dans la forêt classée. Ce modèle a d'abord été conçu comme un modèle rétro-prospectif pour tester des hypothèses sur les dynamiques sociales qui sous-tendent ce processus, après avoir travaillé sur sa justesse par la confrontation à la réalité (télédétection). Ce modèle ayant été validé, l'objectif est de présenter une modélisation prospective pour illustrer les possibles conséquences, en termes de conservation de la couverture forestière, de différents scénarios démographiques et de différents choix politiques. Par une logique géoprospective, deux scénarios seront évoqués tel que la poursuite des tendances de la période de conflit dans le modèle et une proposition de restauration écologique.

Mots-clés : Modélisation, SMA, automate cellulaire, défrichage, migration, géoprospective.

Communication 15 : Parcours migratoire et mode de cession foncière des fronts pionniers ivoiriens

KONE M., KONE I.

Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

kmoussa2@yahoo.fr

Résumé

La Côte d'Ivoire de par son climat, sa situation géographique et son histoire récente, demeure un pays de forte immigration. Les statistiques disponibles montrent que la population d'étrangers n'a pas cessé d'augmenter depuis 1940, grâce notamment à l'économie de plantation basée sur la culture du café et du cacao dans les régions forestières du pays. En effet, selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014, la population non-ivoirienne constitue un quart de la population totale avec des proportions respectives de 22 % en 1975, 28 % en 1988, 26 % en 1998 et 24 % en 2014. Ainsi, trois fronts pionniers se dégagent-ils de cette migration des populations : le sud-est, le centre-ouest et le sud-ouest. Les populations des pays voisins (Burkina Faso, Mali, Guinée, Ghana) migrent vers la Côte d'Ivoire tout comme celles, du Togo, du Bénin ou du Nigéria. Ces différentes migrations transfrontalières continuent encore de nos jours. Et, force est de relever qu'après plusieurs décennies, ces migrations ont été à l'origine de la constitution des trois fronts pionniers de la Côte d'Ivoire. La constitution de ces fronts pionniers soulève donc, la problématique des parcours migratoires. En effet, cette contribution se propose de comprendre le parcours migratoire de certains migrants. Ces parcours sont-ils le fait de la raréfaction des ressources foncières au niveau des différents fronts pionniers successifs ? Est-ce le durcissement du mode de cession foncière dans les fronts pionniers ? Les crises économiques, sociales, politiques et militaires de ces trente dernières années justifient-elles ces migrations ? Est-ce le mode de gouvernance foncière de ces différents fronts pionniers ? C'est le lieu d'ajouter la raison culturelle liée à la volonté des migrants frappés par certaines considérations comme c'est le cas au Mali et en Guinée où l'individu qui appartient à la classe sociale dite des Djon (descendants des esclaves), doit aller ailleurs pour réaliser sa construction sociale et améliorer du même coup son statut social conquis. Allons-nous assister à un processus de construction, de déconstruction et de reconstructions des différents fronts pionniers à travers le parcours migratoire ? Enfin, les sociétés rurales ivoiriennes en général et les fronts pionniers ivoiriens en particulier sont-ils un modèle d'intégration ? À partir d'une enquête ethnographique de terrain, basée sur les récits de vie de migrants de l'ancien front pionnier (sud-est ivoirien), du centre-ouest ivoirien et du nouveau front pionnier au sud-ouest ivoirien, il s'agira de comprendre les facteurs de migration des populations.

Mots-clés : Cession foncière, migration, crise politique, front pionnier et économie de plantation

**Communication 16 : Rapports entre paysages naturels et conflits
intra/intercommunautaires : les germes d'une instabilité permanente.**

SORO T.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

tornasoro@yahoo.ca

Résumé

Cet essai porte sur le rapport entre paysages naturels et stabilité intra/intercommunautaire. Il se propose d'analyser de près la relation entre ces deux réalités et de faire ressortir ses implications sociocommunautaires. À travers une démarche phénoménologique, cette étude montre l'influence mutuelle existant entre paysages naturels et stabilité intra/intercommunautaire. Ainsi, à partir d'une analyse de la réalité des paysages naturels, elle fait ressortir le lien étroit existant entre leur gestion, leur dégradation et le déclenchement de certains conflits intra/intercommunautaires dans le monde, et plus particulièrement en Afrique. Aussi montre-t-elle l'impact négatif des conflits armés sur l'environnement naturel. Ce qui tend à instaurer un cycle permanent d'instabilité et de conflits successifs. Pour rompre ce cycle de conflits et éviter cette instabilité intra/intercommunautaire permanente, il est nécessaire de prendre en compte la gestion, la protection et la restauration des paysages naturels dans les processus de résolution des conflits.

Mots-clés : *Populations, conflits intercommunautaires, paysages naturels, instabilité sociopolitique, gestion des conflits.*

Communication 17 : La sécurisation des transferts de droits fonciers coutumiers au prisme de l'histoire agraire et du récent conflit

CHAUVEAU J.-P.

Institut de Recherche pour le Développement (France)

jean-pierre.chauveau@ird.fr

Résumé

Confrontées à un contexte foncier conflictuel très politisé, hérité de la forte ingérence de l'État dans l'immigration massive de colons agricoles dans la région forestière depuis l'indépendance, les autorités ivoiriennes ont fait de la loi sur le domaine foncier rural de 1998 le pilier de leur politique foncière. Cette loi s'inscrit dans la longue histoire des interventions de l'État depuis l'époque coloniale destinées à transformer les régimes fonciers coutumiers pour les mettre au service du développement du pays. Au cœur de ces politiques foncières se trouve la question de la sécurisation des transferts de droits fonciers entre les populations dites « autochtones » et les nombreux migrants qui ont participé à la mise en valeur des régions forestières. Cette question, comme on le sait, revêt une importante dimension politique qui s'est manifestée bien avant le récent conflit, s'est exacerbée durant celui-ci et continue de peser dans le contexte encore troublé de l'après conflit. L'objectif de la contribution est de déplacer la problématique du transfert des droits entre autochtones et migrants du terrain juridique et légal pour la replacer dans son contexte historique et sociologique « réel », à savoir le régime foncier hybride qui a prévalu en pratique (mais non officiellement) dans l'histoire agraire de la zone forestière. Ce régime foncier « réel » se caractérise par le pluralisme des normes et des institutions qui régissent l'accès aux ressources foncières et leur contrôle et par la place que les normes coutumières d'autochtonie et du « tutorat » occupent de facto à côté des dispositions légales et des pratiques administratives. Ce régime foncier « néo coutumier » reste prédominant aujourd'hui et semble même sortir renforcer des vicissitudes occasionnées par les années de guerre civile (mais aussi de la reconnaissance partielle accordée par les autorités publiques au pluralisme des normes foncières). Aussi, même s'il est souvent jugé porteur de conflictualité, la place du régime néo coutumier dans la gouvernance foncière réelle ne peut être ignorée des politiques réformatrices au risque de promouvoir des solutions irréalistes en matière de sécurisation des droits fonciers et de mettre en danger la cohésion nationale dans le contexte fragilisé de l'après conflit. En conclusion, la contribution souligne l'importance d'assurer la reconnaissance sociale locale des droits issus de transferts coutumiers pour les consolider, les pacifier et les sécuriser, en préalable à toute approche juridique systématique et massive d'enregistrement des droits.

Mots-clés : *agriculture de rente, migrations, modes d'acquisition des terres, pluralisme normatif, autochtonie, « tutorat », loi sur le domaine foncier rural, cohésion sociale, guerre.*

Synthèses des communications

Les communications de la session 2, tout en relevant la nécessité des mouvements des populations vers d'autres zones pour des pratiques agricoles, ont mis en évidence leurs conséquences souvent négatives sur les paysages, la disponibilité des ressources foncières et les rapports intercommunautaires. Cette session a aussi évoqué des transferts financiers surtout de la Côte d'Ivoire vers le Burkina Faso issus principalement de la cacoculture. De ce fait, le migrant pourrait aussi être considéré comme un acteur du développement et non comme un envahisseur. Par ailleurs, afin de lutter contre la baisse de rendement des plantations cacaoyères, due à l'épuisement des sols, les paysans font preuve d'ingéniosité en s'adonnant à de nouvelles pratiques agricoles et utilisent désormais des engrais organiques comme les fientes de poulets. De plus, les paysans se tournent désormais vers d'autres spéculations notamment l'hévéa et l'anacarde en association avec la cacoculture pour stabiliser ou augmenter leurs gains.

Principaux éléments de discussions et recommandations

De cette session, il ressort qu'il faudra formaliser les transferts de droits coutumiers et allier, à l'action légale, l'accompagnement politique. Dans un tel contexte, et pour tirer des dividendes au profit de l'émergence des pays, la construction d'un modèle d'intégration des populations migrantes par le truchement des pouvoirs politiques demeure indéniable. Afin d'éviter les conflits qui peuvent naître entre les communautés, les décideurs doivent pouvoir anticiper sur les germes d'où partent ces conflits par des sensibilisations et la formation des populations vivant sur les mêmes espaces.

3.1.3- Communications de la session3

Thème : Systèmes agraires, sécurité alimentaire et gestion de l'espace

Cette session a comporté sept (7) communications. Le président de cette session était le Professeur KONE Issiaka, Directeur de l'UFR Sciences sociales de l'Université Jean Lorougnon Guédé. Elle a eu comme rapporteur Docteur MAFOU Kouassi Combo, Enseignant-chercheur à Université Jean Lorougnon Guédé

Résumés des communications

Communication 18 : Crise politique, pression foncière et sécurité alimentaire dans les périphéries Parc National du Mont Péko

N'GUESSAN K. G. ¹, OURA K. R. ², LOBA A. D. F. V. ³

¹Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

²Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

³Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

ahibakan77@gmail.com

Résumé

Le présent article analyse la situation de l'agriculture et de l'alimentation chez les populations déplacées du Mont Péko. En effet, la crise militaro-politique déclenchée en Côte d'Ivoire en septembre 2002 a favorisé l'occupation illégale Parc National du Mont Péko par des dizaines de milliers de personnes constituées majoritairement de ressortissants Burkinabé. Ces populations y ont développé des plantations de cacaoyer, qui ont entraîné la destruction de près de 80 % de cette aire protégée. Mais, avec la fin de la crise politique en 2011, et dans le souci de protéger le parc naturel et garantir la paix et la sécurité dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, ces populations ont été contraintes de quitter la forêt pour s'installer dans les villages aux alentours du parc. L'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 200 individus a permis de comprendre que la majorité des déplacés internes du Mont Péko n'a pas accès à de nouvelles terres de culture. Ces populations ne peuvent donc pas garantir la sécurité de leur alimentation et celle de leur famille. Elles se retrouvent ainsi dans un environnement où la pression foncière alimente les crises et les tensions communautaires, qui fragilisent la cohabitation entre autochtones et allogènes.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Mont Péko, accès à la terre, sécurité alimentaire, tensions intercommunautaires.

Communication 19 : Orpaillage, disponibilité alimentaire et compétition foncière dans les zones aurifères du département de Bouaflé

KOUADIO A. C., KOUASSI K., ASSI-KAUDJHIS J. P.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
Ayakouadiochristine@gmail.com

Résumé

L'exploitation aurifère artisanale qui connaît un essor à l'échelle des territoires du département de Bouaflé a un effet néfaste sur la disponibilité alimentaire. Cet article analyse, à partir d'une enquête de terrain et de recherches bibliographiques et documentaires, ses effets sur la disponibilité alimentaire à Bouaflé. Les résultats obtenus indiquent que l'exploitation aurifère artisanale a favorisé la réduction des espaces de production vivrière et la fuite de la main d'œuvre agricole au profit de cette nouvelle conquête pour l'or. Des espaces agricoles et même des plantations sont ainsi transformés en des sites d'orpaillage. Il en résulte une augmentation des prix des denrées alimentaires à l'échelle des marchés locaux qui constitue une source de difficultés d'accès au repas journalier pour des ménages n'ayant pas de moyens financiers conséquents. Par ailleurs, la dynamique de l'orpaillage engendre une forte immigration induisant ainsi une pression foncière dans la localité.

Mots-clés : Bouaflé, orpaillage, agriculture, disponibilité alimentaire, pression foncière, zones aurifères.

Communication 20 : Pratique cacaoyère, délitement de l'accès au foncier et sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)

KOFFI G. R. Y.¹, KOUASSI K.¹, BARIMA Y. S. S.², KPANGUI K. B.², ASSI-KAUDJHIS J. P.¹

¹Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

²Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

kgryoboue@gmail.com

Résumé

Les plantations de cacao se sont accrues de manière exponentielle, si bien que la plupart des ménages ruraux de la zone forestière de la Côte d'Ivoire en disposent. Dans la sous-préfecture de Dania, 77,7% des ménages disposent d'une exploitation de cacao. L'économie cacaoyère a transformé l'espace agraire, colonisant les réserves foncières. Aujourd'hui, les cacaoyères connaissent une crise de production amplifiée par la crise militaro politique de septembre 2002. Les revenus des producteurs de cacao s'amenuisent. Avec la grande emprise des exploitations de cacao sur les terres agricoles, les espaces disponibles pour faire face aux besoins alimentaires deviennent insuffisants. 43% des ménages ne disposent pas de terre en quantité suffisante pour satisfaire leur production vivrière. La durée minimale de sept ans de jachère ne peut plus être respectée, entraînant des problèmes de fertilité des sols avec son corollaire de baisse de rendements agricoles. 57 % des ménages se trouvent de ce fait en situation d'insécurité alimentaire. En réponse, les ménages structurent des stratégies qui concernent de nouveaux modes d'appropriation foncière telle que la location de terres agricoles (13%), l'utilisation accrue de produits phytosanitaires (52%) et surtout l'attrait renforcé pour la mise en valeur des bas-fonds (40 %).

Mots-clés : Côte d'Ivoire, sécurité alimentaire, pression foncière, cacao, crise militaro politique

Communication 21 : Migrations paysannes et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire : dynamiques comparées dans le District des Montagnes et Région du Haut-Sassandra

KOUAME S., ZIDAGO M. S.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
kouame@gmail.com

Résumé

La crise militaro-politique a, pendant la dernière décennie, profondément modifié les conditions et moyens d'existence des populations rurales ivoirienne, notamment celles établies dans et à la lisière sud de l'ex-zone centre nord et ouest. En effet, les incursions récurrentes des factions combattantes dans les villages et campements ont induit un profond sentiment d'insécurité face auquel l'alternative la plus usuelle a été le déplacement des populations vers des zones considérées comme sûres. Aussi bien dans le haut Sassandra que dans le district des montagnes, principalement à la frontière ivoiro-libérienne, ce type de réponse au sentiment d'insécurité est partagé. L'objet de cette contribution est de montrer comment, dans l'un ou l'autre des cas, la migration participe à structurer, pour les paysans, une réponse au risque d'insécurité alimentaire, notamment par la captation de la rente alimentaire généré dans le cadre des actions humanitaires d'urgence.

Mots-clés : Déplacements, migrations pendulaires, insécurité alimentaire, Ouest, Haut-Sassandra, Côte d'Ivoire.

Communication 22 : Déterminants et persistance de l'insécurité alimentaire au sahel : cas du Mali

WAÏGALO A. K.

Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (Mali)

Université de Ségou (Mali)

amobowaigalo@yahoo.fr

Résumé

L'insécurité alimentaire dans le nord Mali est la résultante de trois principaux facteurs qui sont d'ordre naturels, socio-économiques et politiques. La forte vulnérabilité de l'agriculture sahélienne aux aléas climatiques accentués d'inondation et d'une pluviométrie très instable doit amener les décideurs politiques de promouvoir des techniques culturales moins consommatrices d'eau et résistantes à la sécheresse. En effet, toute stratégie efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne et au Sahel doit porter sur l'instauration d'une paix et d'une stabilité politique durable fondées sur une bonne gouvernance où les ressources économiques sont réparties équitablement au profit d'une meilleure gestion de ressources naturelles et d'espaces agro-pastoraux. Donc, toute question abordant l'état de développement des pays sahéliens consiste à apporter des solutions et pistes de recherche aux Etats concernés, bailleurs de fonds et institutions privées dans le cadre d'une meilleure collaboration visant à atténuer la pauvreté et renforcer la résilience des populations locales qui disposent de peu de ressources pour faire face à des facteurs exogènes limitant leur capacité productive.

Mots-clés : aide alimentaire, insécurité alimentaire, pauvreté, sahel, sécurité alimentaire

Communication 23 : Perturbations socio-environnementales, vulnérabilité alimentaire et valorisation des bas-fonds dans le Centre-Ouest ivoirien

ASSI-KAUDJHIS J. P.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
jkaudjhis@yahoo.fr

Résumé

Ce travail analyse, à partir d'une étude de terrain et d'une recherche documentaire, l'environnement socio-naturel et la situation alimentaire qui prévalent dans les campagnes du Centre-Ouest ivoirien. Depuis un peu plus de trois décennies, cette région fait face à des perturbations socio-environnementales qui ont renforcé la pauvreté et la vulnérabilité alimentaire des populations locales. Celles-ci se résument à la baisse des niveaux de pluies, à la saturation des massifs forestiers, à la dégradation des aptitudes culturales des sols et à l'instabilité des revenus agricoles. A cela, s'adjoignent les effets de la crise politico-militaire de ces dix dernières années. Devant les difficultés que soulèvent ces bouleversements, les populations paysannes ont développé des stratégies afin de contourner les risques socio-économiques et de sécuriser leur avenir. Globalement, celles-ci s'articulent autour de la mise en valeur des bas-fonds.

Mots-clés : *Perturbations, environnement, vulnérabilité alimentaire, bas-fonds, Centre-ouest ivoirien*

Communication 24 : « Je mange sain, donc je suis » : de la diète éthique comme expression identitaire pour une pensée de développement en Afrique subsaharienne

NDONG ESSONO G-D.

Ecole Normale Supérieure de Libreville (Gabon).

ndongess@yahoo.fr

Résumé

La question de l'alimentation se rapporte étroitement à celle des ressources naturelles dont l'exploitation exige un réel dynamisme de transformation des espaces paysagers. Les conséquences sociales de cette réalité sont telles que, pour leur envergure sociale et culturelle, les Africains subsahariens particulièrement s'exposent à des tensions intercommunautaires. Devant cette situation inconfortable, l'examen de la manière dont les aliments nous constituent indéfectiblement et déterminent l'ampleur de nos actions dans le monde qui nous abrite, nous a paru intéressant et soutenable dans la même optique que Nietzsche, qui estimait que le « salut de l'humanité » dépend de la question de l'alimentation. Notre principale question était donc celle de savoir comment parvenir à une alimentation qui nous garantisse bien-être et épanouissement social, tout en nous prémunissant des conséquences néfastes que cette exigence vitale implique. C'est ainsi que nous avons proposé la « diète éthique » comme un mode de problématisation de la conduite humaine, en matière de lutte contre la volonté d'abondance alimentaire, ferment paradoxale de l'exploitation controversée des espaces paysagers.

Mots-clés : Afrique, alimentation, diète éthique, espaces paysagers, qualité de vie

Synthèse des communications

Les communications de la session 3 ont évoqué les dimensions productives et « nourricières » des espaces ruraux et ont permis de comprendre les liens entre systèmes agraires, sécurité alimentaire et gestion des espaces et des territoires. Ainsi, l'insécurité alimentaire est la résultante de facteurs naturels, socio-économiques et surtout politiques défavorables. L'influence de ces facteurs est source de mouvements des populations vers des zones relativement plus accueillantes. Cette situation engendre un accroissement de la population dans ces zones, un épuisement des ressources forestières et une saturation foncière. Les populations, pour lutter contre l'insécurité alimentaire, ont développé différentes stratégies au nombre desquelles, la mise en valeur des bas-fonds autrefois sans intérêt dans certaines régions.

Principaux éléments de discussions et recommandations

La recherche doit accompagner l'action publique surtout en période de conflit. En effet, une intervention exogène même de l'État bien qu'utile doit accompagner et non nuire à la dynamique locale. Pour les chercheurs, cette session a été une occasion d'échanges scientifiques sur les méthodes et les outils se référant au terme de sécurisation alimentaire, aux problèmes de collecte de données et les sources de vérification dans des contextes sensibles. Cependant la recherche doit permettre d'identifier, de créer des stratégies à proposer aux populations pour répondre aux préoccupations et aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Il est donc essentiel de ne pas se limiter qu'aux « états des lieux ». Au niveau des institutions publiques, l'État et ses agents doivent faire preuve de responsabilité car ils sont régulièrement taxés de laxistes dans les problèmes ou dans la persistance de l'illégalité en période de conflit et/ou post-conflit.

3.1.4- Communications de la session 4

Thème : Espaces, services écosystémiques et qualité de vie des populations

Cette session a comporté six (6) communications. Elle a été présidée par le Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P. de l'Université Alassane et a eu pour rapporteur Docteur TIEBRE Marie-Solange de l'Université Félix Houphouët-Boigny

Résumés des communications

Communication 25 : Gestion des déchets liquides et vulnérabilité des populations aux maladies : cas de Songon-Agban, district d'Abidjan

OUATTARA S. K¹, KAMBIRE B¹. ET YMBA M.
Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
kadisotia@yahoo.fr

Résumé

La dynamique spatiale des villes africaines et particulièrement celles de la Côte d'Ivoire est mal maîtrisée. Elle rime avec un déficit de services de gestion des déchets urbains. Cela génère des paysages devenant des lieux d'interactions multiples et variées entre environnement et santé. A Songon-Agban, ce phénomène est récurrent et donne lieu à la prolifération des déchets liquides. Cela expose les populations riveraines à des maladies dites environnementales. Face à une démographie galopante et au manque d'infrastructures d'assainissement, la gestion des eaux usées et leurs impacts sur la population de Songon-Agban devient préoccupante. L'objectif de cette étude est d'analyser les pratiques des populations en matière de gestion des déchets liquides, leurs impacts sur le cadre de vie et la vulnérabilité des populations aux maladies environnementales. Pour atteindre cet objectif, les données primaires et secondaires ont été collectées. Elles concernent les caractéristiques des ménages, les pratiques des ménages en matière de gestion des eaux usées, l'état du cadre de vie et les données sanitaires sur la population. Les résultats révèlent une gestion individuelle et inefficace des déchets liquides à Songon-Agban. Les ménages évacuent les eaux usées dans les fosses septiques, les puits perdus et même dans la rue. Ces différentes pratiques dégradent le cadre de vie et expose la population à des maladies notamment le paludisme, la fièvre typhoïde, les maladies diarrhéiques et les Infections Respiratoires Aigües.

Mots-clés : Songon-Agban, déchets liquides, gestion, vulnérabilité, maladies environnementales, cadre de vie.

Communication 26 : De la crise militaro-politique à la crise foncière : la révélation de l'intolérance intercommunautaire à partir des affrontements de Dio (Biankouma)

SOUMAHORO M. A., OURA K. R., N'GONIAN B.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

soumalice@yahoo.fr

Résumé

En partant du cas d'affrontements intercommunautaires dans le village de Dio, cet article étudie, à partir d'une enquête de terrain et de recherches bibliographiques, les conflits fonciers qui ont eu lieu dans la sous-préfecture de Biankouma au lendemain de la crise militaro-politique de 2002. En effet, pendant cette crise qui a duré jusqu'en 2010, les allogènes burkinabè se sont installés sur le terroir de Dio, en complicité avec les yacouba de Douè et de Zouzouso. La paix étant revenue en 2011, les autochtones toura de Dio s'installent dans une logique de récupération de leurs terres afin d'asseoir à nouveau leur autorité quand les étrangers s'organisent pour consolider leurs acquis. De ce climat d'hostilité, se sont construites des tensions qui ont abouti en 2014, à des affrontements violents entre les burkinabè et les toura. Malgré les tentatives de règlement du conflit, la tension est encore palpable au point que les rapports interculturels se sont dégradés autant que les conditions d'alimentation des populations belligérantes.

Mots-clés : autochtone, allogène, conflit foncier, tension intercommunautaire, insécurité alimentaire.

Communication 27 : Enjeux socio-économiques de l'hévéaculture et risque d'insécurité alimentaire en pays Odjukru dans la région de Dabou (Côte d'Ivoire)

AKMEL M. S.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

melessovsky@yahoo.fr

Résumé

L'hévéaculture s'accroît et prend une dimension mondiale. En Côte d'Ivoire, l'activité occupe une place de choix, car les populations des régions (sud, est, ouest) s'y intéressent davantage. Le pays Odjukru (région de Dabou) s'est également engagé dans la culture. Tels sont les cas particulièrement observés à Akloj, à Dibrm, et à Lokp, le champ d'investigation, où des plantations d'hévéa à perte de vue sont perceptibles partout. Notre étude (qualitative et quantitative) présente les résultats du terrain. Il s'agit de la valeur économique de l'hévéaculture (source de revenus). Il est aussi question de la valeur socioculturelle (satisfaction des besoins physiologiques, cérémonies initiatiques). Cet intérêt a occasionné des risques sanitaires (accidents de travail, maladies). Mais il constitue également un déterminant de la dégradation de l'environnement et de l'insécurité alimentaire.

Mots-clés : Hévéaculture, enjeu, risque sanitaire, problème environnemental, insécurité alimentaire

Communication 28 : Analyse du profil écologique des produits forestiers non-ligneux dans la périphérie de la forêt classée du Haut-Sassandra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

KOUAKOU K. A.¹, GODRON M.², BARIMA Y. S. S.¹ et KPANGUI K. B.¹

¹Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

²La Graineterie (France)

apokouassi.kak@gmail.com

Résumé

La population riveraine de la Forêt Classée du Haut-Sassandra (FCHS) utilise régulièrement des produits forestiers non ligneux (PFNL) pour plusieurs usages. Malheureusement, la dégradation des écosystèmes naturels observée ces dernières décennies à l'intérieur et aux alentours de la FCHS suite aux différentes crises qu'a connue la Côte d'Ivoire a modifié la disponibilité de certains PFNL. Pour une exploitation durable de ces PFNL, cette étude s'est proposé d'évaluer les facteurs écologiques et humains pouvant affecter la distribution de six PFNL jugés prioritaires autour de la FCHS. Pour atteindre cet objectif, des enquêtes et des relevés de terrain ont été menés dans 11 villages riverains de la FCHS. Afin de voir les liens entre les différents facteurs identifiés, une analyse factorielle multiple a été effectuée puis complétée par des tests d'une analyse fréquentielle. Les résultats indiquent que *Ricinodendron heudelotii*, *Irvingia gabonensis*, *Entandrophragma angolense* et *Milicia excelsa* se rencontrent dans tous les types de milieu et à toutes les distances des villages. Une espèce, *Neuropeltis acuminata* est inféodée aux forêts et *Laccosperma secundiflorum* se rencontre exclusivement dans les bas-fonds. Ces deux dernières espèces sont susceptibles de disparaître du territoire villageois en raison de l'intensification des activités anthropiques observées ces dernières décennies dans la zone.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, conflits, profil écologique, produits forestiers non-ligneux, information mutuelle.

Communication 29 : Analyse socio économétrique et choix des alternatives paysannes face à l'insécurité alimentaire au Niger : cas de la grappe des villages de Tolkobeye

DJIBO O. F.
Université de Tahoua (Niger)
faroukou2003@yahoo.fr

Résumé

L'objectif assigné à cette étude est de faire une analyse socio économétrique des stratégies développées en réponses aux crises alimentaires récurrentes afin de déterminer les alternatives paysannes les plus efficaces pour les ménages en vue de contrecarrer considérablement d'éventuels chocs de façon durable au Niger. Une méthode fonctionnelle a été utilisée pour mesurer le degré et le sens de corrélations qui existent entre les revenus des ménages et les différentes alternatives avant et pendant la crise. Le résultat montre que toutes les stratégies ne sont pas applicables dans toutes les circonstances car pouvant entraîner des effets pervers et compromettre la survie du ménage. Cependant, quelques stratégies favorisent de façon significative l'accroissement du bien-être du ménage.

Mots-clés : Alternatives paysannes, crises alimentaires, socio économétrique, survie du ménage.

Communication 30 : Migrations agricoles et développement durable, couple toujours inconciliable ? : l'exemple de Koza II dans la région du Nord-Cameroun

VANDI F.

Université de Strasbourg (France)

vandifache@yahoo.fr

Résumé

Les migrations dans la région du Nord sont relativement anciennes. Elles remontent en effet au début des années 1970 et ont été initiées et encadrées par l'État, les Organisations de la Société Civile (OSC) et par les initiatives spontanées. Très souvent, elles ont été analysées comme source de conflits et de destruction de l'environnement. Les migrations des populations de l'extrême-nord vers le sud de Garoua répondaient à un besoin de désengorger les zones montagnardes, alors surpeuplées et victime d'une extrême pauvreté, par le développement de l'agriculture, notamment du coton. La déforestation et les divergences de points de vue ne manquent donc pas dans ce contexte ; mais elles peuvent conduire à une conscience de préservation de l'environnement et à l'ingénierie sociale institutionnelle de cohabitation où les intérêts de différents membres sont équilibrés. Cette approche a occulté et compromis une résilience qui a permis une certaine durabilité socio-économique, environnementale et écologique comme cela peut s'observer dans la localité de Koza II. Mais espérer obtenir du développement durable en contexte de migration comme à Koza II suppose de relever le défi de garantir les intérêts locaux et les articuler avec les nationaux, voire internationaux.

Mots-clés : *Migrations, agro-écologie, agropastoralisme, développement durable, environnement, Nord Cameroun.*

Synthèse des communications

Cette session a mis en exergue les stratégies des populations pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la dépendance de l'aide humanitaire. Elle a évoqué également la rupture des rapports intercommunautaires sources de conflits dont la conséquence est la destruction des paysages et l'insécurité alimentaire. Parallèlement, les produits forestiers non ligneux utilisés par les populations courent le risque de disparition. Cette situation entrainera la rupture des services écosystémiques que pourraient procurer ces espèces aux populations. Dès lors, la gestion de l'espace doit être une condition sine-qua-none pour garantir les services écosystémiques et participer au bien-être des populations locales. En effet, les écosystèmes ne sont pas extensibles et leurs capacités porteuses sont limitées.

Principaux éléments de discussion et recommandations

Il devient indispensable de redéfinir au niveau des institutions nationales, régionales et sous-régionales, de nouvelles stratégies de gestion du déplacement des populations vers les zones plus humides et fertiles. Ces stratégies doivent absolument tenir compte de la dimension environnementale, sociale et économique des États qui accueillent les migrants pour un développement économique durable. Les populations locales et les allogènes doivent être sensibilisés aux questions environnementales et à la préservation de la biodiversité. En effet, le maintien et la préservation des forêts naturelles d'Afrique subsaharienne permettront à nos écosystèmes de garantir des biens et services. Si l'on ne fait rien et, à la vitesse avec laquelle nos écosystèmes naturels se dégradent, les zones d'accueil ne seront plus à mesure de garantir un cadre de vie meilleur aux populations.

3.2 Panels

3. 2.1 Panel 1

Le thème du premier panel était « Développement économique et/ou préservation des ressources naturelles : le dilemme des pays en développement ? ». Il a été animé par les personnalités suivantes (Figure 2) :

- BOGAERT Jan, académicien belge, Professeur Ordinaire à l'Université de Liège (Belgique) ;
- ASSI-KAUDJHIS J. P., Enseignant-Chercheur à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) ;
- N'GORAN Djè François, Directeur technique à l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) ;
- ATTAHI Koffi, Directeur du Centre de Gestion de la Société de développement des forêts (SODEFOR) de Daloa ;
- CHAUVEAU Jean-Pierre, Professeur émérite à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ;
- SANGARE Yacouba, Député à l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire et Président du réseau ivoirien des parlementaires pour la protection de l'environnement et des forêts.



Figure 2 : Membres du panel 1

De gauche à droite : ATTAHI Koffi (SODEFOR), N'GORAN Djè (OIPR), BOGAERT Jan, (Académicien belge, Université de Liège), CHAUVEAU Jean-Pierre (IRD) Développement ; ASSI-KAUDJHIS J. P. (Université Alassane Ouattara), SANGARE Yacouba (Parlement de Côte d'Ivoire).

Chacun de ces experts disposait de 10 minutes pour faire connaître son avis sur le sujet puis un débat a suivi pendant 90 minutes. Les experts ont mis en exergue les difficultés réelles d'allier le développement et la préservation des ressources naturelles dans les pays du Sud et ceux d'Afrique subsaharienne en particulier. Ces difficultés relèvent de plusieurs sources dont :

- les problèmes de transfert de technologies sans tenir compte du savoir-faire des populations rurales ;
- l'insuffisance de sensibilisations des populations sur une gestion rationnelle des ressources naturelles qui ne sont pas inépuisables ;
- le manque d'application suffisante des textes de lois qui protègent les ressources naturelles.

Dans les échanges, les "panélistes" ont montré que malgré un développement économique lié à l'exploitation de leurs ressources naturelles, le modèle des pays industrialisés ne devrait pas être celui des pays du sud dans le contexte actuel. En effet, tous reconnaissent que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Les pays du Sud devraient donc œuvrer pour un développement durable axé sur la promotion de toutes les couches sociales, gage de paix et de préservation des ressources. De ce fait, il importe pour les pays du Sud de créer d'autres foyers de consommation à travers la mise en œuvre d'un réel programme de déconcentration des grandes métropoles.

Le panel 1 recommande aux pays d'Afrique subsaharienne, le contrôle des migrations et de la croissance démographique afin de limiter la pression sur les ressources naturelles. Le panel exhorte les politiques à la prise de décisions courageuses qui aideront à mieux préserver les ressources naturelles et les richesses des pays. Cette disposition permettra de stabiliser les populations dans leurs régions d'origine tout en réduisant leurs déplacements vers les grandes métropoles. Le panel 1 recommande aux Etats en développement de poursuivre la formation des cadres et de compétences en divers domaines pour accompagner les différents programmes de développement.

3.2.2. Panel 2

Le thème du second panel était « Conflits, actions humaines, sécurité alimentaire et dynamique des paysages en Afrique subsaharienne ». Ce panel a permis de passer en revue toutes les 4 sessions du colloque et de faire des propositions de solutions ou des recommandations à partir des principaux éléments de discussions.

Il a été animé par les président et rapporteur de chacune des sessions du colloque :

- Professeur BOGAERT Jan, président de la session 1 ;
- Docteur DIBI N'da Hyppolite, Rapporteur de la session 1 ;
- Professeur Koné Issiaka, président de la session 2
- Docteur MAFOU Kouassi Combo, Rapporteur de la session 2 ;
- CHAUVEAU Jean-Pierre, président de la session 3 ;
- Docteur ZADOU Didié Armand, Rapporteur de la session 3 ;
- Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P., président de la session 4 ;
- Docteur TIEBRÉ Marie-Solange, Rapporteur de la session 4.



Figure 3 : Membres du panel 2

De Gauche à droite : Docteur DIBI Hyppolite, Professeur BOGAERT Jan, Docteur COMBO Mafou, Professeur KONE Issiaka, Professeur CHAUVEAU Jean Pierre, Docteur ZADOU Armand, Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P. et Docteur TIEBRE Marie-Solange

Chaque président et son rapporteur disposaient de 10 minutes pour faire la synthèse des communications de leur session. Par suite, il s'est ensuivi un débat avec les différents participants au colloque pendant 90 minutes. Ces débats ont porté sur la nécessité de redéfinir au niveau des institutions publiques nationales, régionales et sous-régionales, de nouvelles stratégies de gestion des mouvements des populations vers les zones plus humides et fertiles afin de prévenir les conflits intercommunautaires. Plusieurs recommandations ont été également formulées.

3.3 Side-Event

Les Side-Event ont constitué la 3^{ème} activité scientifique du colloque. Deux Side-Event ont été animés durant le colloque.

Side-Event 1: Le concept d'agroforesterie sur le plateau de Batéké en RD Congo

Le Side-Event 1 s'est déroulé le mercredi 10 Mai 2017, à la fin des communications de la journée. Cet atelier a été animé par le Professeur LEJOLY Jean coordonnateur de l'ONG locale GI AGRO en République Démocratique du Congo. Il a montré que l'agroforesterie est l'une des réponses au dilemme entre la conservation des ressources forestières et le développement économique des pays du Sud. Son exposé a porté sur les différents travaux qu'il mène au sein de cette ONG et s'est attardé sur les avantages de l'agroforesterie. Selon le Professeur LEJOLY Jean, l'ONG GI-AGRO produit du charbon de bois écologique d'excellente qualité pour les besoins des populations. Au sein des unités reboisées, les populations locales cultivent principalement du manioc pour leur subsistance. Une promotion de l'apiculture plus rentable économiquement pour les populations est faite auprès des femmes. Enfin, l'ONG GI-AGRO accueille et forme plus de 300 stagiaires par an dans le domaine de l'agroforesterie.

Side-Event 2 : Paysages et méthodes d'analyses des données d'enquêtes

Le second Side-Event a été animé conjointement par les Professeur GODRON Michel et ANDRIEU Julien le jeudi 11 Mai 2017 à la fin des communications de la journée. Dans cet exposé, les intervenants ont présenté les paysages et les méthodes de collecte et d'analyses des données d'enquêtes phytosociologiques et sociologiques. Ces experts ont présenté les insuffisances des méthodes d'analyses classiques telles que l'Analyse Factorielle de Correspondance (AFC) et la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) notamment le manque de tests statistiques rigoureux. Ils suggèrent de regarder les relations entre les descripteurs grâce aux tables de contingences. Une étude de cas a été faite avec des données d'enquête issues de la forêt classée du Haut-Sassandra et des Mangroves du Delta du Saloum de Guinée Bissau.

3.4 Ma thèse en 180 secondes

« Ma Thèse en 180 secondes » est une activité qui était dédiée aux étudiants et jeunes chercheurs inscrits en Master ou au Doctorat. Cette activité a consisté pour chacun des candidats à présenter en 180 secondes (3 minutes) l'essentiel de sa méthodologie et d'exposer les difficultés ou les attentes auprès des experts participants au colloque. Huit (8) étudiants dont cinq (5) de l'Université Jean Lorougnon Guédé et trois (3) de l'Université Alassane Ouattara ont participé à cette activité. Il est à signaler que ces présentations n'ont été soumis à aucun débat, ni échange. Les thèmes présentés ainsi que leurs auteurs sont :

Thème 1 : Caractérisation des effets des perturbations sur la Forêt Classée du Haut Sassandra (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire).

ASSALE A. A. Y.

Université Jean Lorougnon Guédé

Thème 2 : Biosurveillance de la qualité de l'air dans la ville d'Abidjan à partir des caractéristiques anatomiques des feuilles de *Ficus benjamina* L.

KOFFI N. A.

Université Jean Lorougnon Guédé Daloa

Thème 3 : Evaluation de la qualité du sol basée sur l'étude de la dynamique des peuplements de la macrofaune du sol

AKO A. R.

Université Jean Lorougnon Guédé Daloa

Thème 4 : Diversité et dynamique du peuplement ichthyologique de la lagune Aghien (Côte d'Ivoire)

ASSI S. R.

Université Jean Lorougnon Guédé Daloa

Thème 5 : Contribution à la gestion durable du Parc National du Mont Péko (Ouest de la Côte d'Ivoire)

SIDIBE O.

Université Jean Lorougnon Guédé Daloa

Thème 6 : Diversification agricole vers les bas-fonds et sécurité alimentaire à Dania et à Domangbeu

ZIDAGO M. S.

Université Alassane Ouattara

Thème 7 Impact des activités anthropiques sur la dynamique de la végétation dans le district de la Vallée du Bandama, dans un contexte de variabilité climatique

Gbalou D. S.

Université Alassane Ouattara

Thème 8 : Mutation environnementale du paysage et attitude des habitants de la zone de Korhogo

YEO T. D.

Université Alassane Ouattara

3.5 Posters

Vingt-deux (22) posters dont cinq (5) produits par les clubs d'étudiants de l'Université Jean Lorougnon Guédé, ont été exposés durant les trois journées du colloque. Lors de la séance dédiée aux posters, le jeudi 11 mai 2017, les auteurs, chercheurs et clubs universitaires ont présenté leurs travaux à l'assistance. Les titres et résumés des posters des chercheurs sont donnés dans les pages suivantes.

Poster 1 : Diversité, distribution et conservation des plantes ligneuses autochtones en paysage anthropisé au Burundi: cas de la zone Musenyi en commune Tangara

MASHARABU T.¹, HAVYARIMANA F.¹, NIYONKURU E.¹, HAKIZIMANA P.¹,
BANGIRINAMA F.²

¹Université du Burundi (Burundi)

²Ecole Normale Supérieure, Burundi (Burundi)

tatien.masharabu@ub.edu.bi

Résumé

Dans l'optique d'élucider la diversité des plantes ligneuses autochtones en paysage anthropisé, leurs distribution et fréquence d'occurrence, une étude a été conduite dans la Zone Musenyi en Commune Tangara (Burundi), une commune relativement densément peuplée et dont le couvert végétal naturel a presque disparu. L'étude s'est basée essentiellement sur des investigations botaniques et s'inscrit dans le cadre des perspectives d'une gestion durable des ressources ligneuses autochtones dans les agroécosystèmes. En effet, pour pouvoir développer les stratégies de conservation effective, il est important de connaître aussi la distribution spatiale de la richesse spécifique d'une localité donnée. L'inventaire a mis en évidence 61 espèces ligneuses autochtones réparties dans deux classes ; la classe des Dicotylédones étant la plus représentée avec 58 espèces contre 3 espèces seulement pour les Monocotylédones. Les familles des Fabaceae, Euphorbiaceae, Moraceae, Rubiaceae et Asteraceae sont les 5 familles les plus représentées. Concernant la distribution et la fréquence d'occurrence des espèces sur les collines, notre étude a pu révéler que 54% sont des espèces dites communes, 30% espèces accidentelles et 16% sont des espèces accessoires. Enfin, l'étude a pu également mettre en évidence 14 espèces ligneuses autochtones menacées de disparition, localement. Il est dès lors important de repenser les stratégies de domestication et de vulgarisation des essences ligneuses autochtones en paysage anthropisé pour assurer la pérennité des services qu'elles offrent.

Mots-clés : Agroécosystème, biodiversité, dynamique des paysages, domestication

Poster 2 : Compétition pour l'occupation des bas-fonds dans les espaces urbain et péri-urbain à Daloa : entre production vivrière et promotion immobilière

ADOU A. G., YAO K. E., GOUAMENE D. C.
Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
giscardadou@yahoo.fr

Résumé

Segments de paysages, riches en matières organiques et en minéraux, propices à diverses cultures, en particulier la culture du riz et les cultures maraîchères, les bas-fonds font l'objet d'attention particulière tant au niveau des espaces urbains que des espaces péri-urbains de Daloa. La dynamique urbaine, avec en corollaire l'occupation anarchique de l'espace, place les zones de bas-fonds des espaces urbains et péri-urbains de Daloa au centre d'une compétition entre exploitations agricoles et lieux de résidence. La compétition pour l'occupation des bas-fonds et leurs alentours dans les espaces urbains et péri-urbains de Daloa est une préoccupation majeure. En plus d'être exploités à des fins agricoles, les bas-fonds et leurs alentours sont convoités par des demandeurs de terrains "pressés" de se bâtir un toit, mettant à mal l'interdiction de construire dans ces zones non aedificandi. Le présent article vise à montrer les enjeux qui découlent de l'occupation des bas-fonds dans les espaces urbains et péri-urbains en mettant en exergue les activités qui s'y déroulent et leur impact socio-économique sur le développement urbain. La méthodologie de la recherche s'articule autour de la collecte des données à travers l'obtention de cartes des bas-fonds et d'images satellites couvrant l'espace d'étude et l'exploitation d'une littérature abondante en la matière, complétées par des visites de terrain et des entretiens avec les exploitants et les occupants d'une part, les gestionnaires de la ville (services municipaux, Direction de la construction) d'autre part. Le traitement des données s'est fait avec le logiciel Arcview 3.2. Notre étude révèle que les bas-fonds sont exploités pour la culture du riz au détriment des cultures maraîchères. Notre étude révèle également que les alentours des bas-fonds sont occupés par des habitations. Notre étude révèle enfin que les bas-fonds sont des bassins d'emplois. En plus de procurer des revenus aux exploitants et de la nourriture à la population, l'exploitation des bas-fonds expose la population à des risques sanitaires.

Mots-clés : *Daloa, bas-fond, compétition, espaces urbain et péri-urbain, production vivrière et promotion immobilière*

Poster 3 : Saturation foncière et stratégies de sécurisation alimentaire dans les exploitations agricoles du Haut-Sassandra

DALLY B. H., KOUAME S.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
dallyhermann4@gmail.com

Résumé

Face à la saturation des terres agricoles, les ménages ruraux de la région du Haut-Sassandra mettent en œuvre des stratégies adaptatives dans les exploitations agricoles. Ces stratégies ou ajustements qui ont pour but d'améliorer leur situation alimentaire concernent les façons de cultiver et d'exploiter les parcelles agricoles. Seulement, malgré ces ajustements, de nombreux ménages se retrouvent toujours en insécurité alimentaire. L'objectif de cette étude est donc de comprendre les logiques qui sous-tendent ces ajustements et leur impact sur la situation alimentaire des ménages ruraux. Pour ce faire, des enquêtes de terrain ont été menées dans 17 villages et campements des sous-préfectures de Domangbeu et de Dania. Les résultats montrent que les ajustements effectués au niveau de la façon de cultiver les parcelles agricoles sont portés par une logique d'intensification agricole. Les ménages, en procédant à ces ajustements, espèrent produire plus. Ensuite, les ajustements effectués au niveau de la façon d'exploiter les parcelles agricoles sont sous-tendus par une logique d'anticipation et de gestion des risques désormais inhérents à la pratique de l'agriculture dans la zone. Enfin, ces ajustements montrent leurs limites, expliquant ainsi la persistance de l'insécurité alimentaire des ménages.

Mots-clés : saturation foncière, système de culture, système d'exploitation, situation alimentaire, stratégies adaptatives, ménage agricole, intensification agricole, risque, Haut-Sassandra.

Poster 4 : Les quartiers de la guerre à Korhogo entre lutte d'insertion et conflits fonciers

KOFFI Y. S. K.¹, KRA K. J.¹, KONAN K. H.¹, N'DA A. B.²

¹Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

²Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

koyestekoi@yahoo.fr

Résumé

Occupée pendant près d'une décennie par une rébellion armée, la ville de Korhogo, pôle majeur du nord de la Côte d'Ivoire, a paradoxalement connu dans ce contexte de crise militaro-politique une forte croissance spatiale. La perte d'une part considérable de sa population fuyant les affres de la guerre n'a pas négativement affecté l'étalement spatial. Cette dynamique d'exception qui absorbe les espaces ruraux et agricoles périphériques a donné lieu dans le paysage urbain à plusieurs quartiers ou sous-quartiers. Cet héritage de la crise né d'un désordre foncier engendre de multiples passifs. L'objectif de cette contribution est d'identifier les facteurs de l'émergence de ces quartiers et les modalités d'insertion dans le tissu urbain post-crise. L'approche méthodologique adoptée s'appuie sur une documentation statistique et cartographique à partir des recherches antérieures et complétée par des enquêtes de terrain. Les résultats montrent que non seulement des logiques culturelles, politiques et économiques expliquent le développement de ces quartiers mais leur insertion dans le tissu urbain légal provoque des conflits fonciers eu égard au contexte de vide réglementaire dans lequel s'est effectué les opérations de lotissement. Ainsi, 26,7% de ces quartiers ne sont toujours pas approuvés.

Mots-clés : Korhogo, conflits fonciers, crise armée, dynamique spatiale, quartiers de la guerre.

Poster 5 : Recomposition post-crise du paysage urbain à l'épreuve de l'essor des mototaxi a Bouaké

NIAMIEN K. H.-J., KOUASSI K., ASSI-KAUDJHIS J. P.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Jniams7@gmail.com

Résumé

La crise militaro politique qu'a connu la Côte d'Ivoire a considérablement affecté l'armature urbaine de Bouaké. Située au Centre de la Côte d'Ivoire, la ville de Bouaké connaît une recomposition spatiale ainsi qu'une mutation dans la pratique modale quotidienne des populations. Cette recomposition se caractérise d'une part par un étalement urbain au Nord et au Sud de la ville et d'autre part par une modification des densités de population à l'échelle des quartiers de Bouaké. Des quartiers, difficiles d'accès comme Broukro et Zone industrielle ont vu leurs populations augmentées à cause de l'accessibilité proposée par les mototaxis. En plus de participer au rayonnement socioéconomique local par la création d'emploi, ces derniers génèrent plus de 60 millions par an dans les caisses de la mairie. Par ailleurs, les mototaxis constituent le seul type de transport en commun qui dessert la ville après 23 heures. Toutefois, en dépit de ses nombreux avantages, les mototaxis ont fait de Bouaké une ville accidentogène. En 2014, 846 accidents induits par des mototaxis ont fait plus de 1400 victimes et endeuillé 6 familles. L'étude s'appuie sur des sources secondaires ainsi qu'une enquête transversale réalisée auprès des acteurs de ce secteur. L'objet de cet article est de montrer la contribution des mototaxis dans la recomposition socio-spatiale du paysage urbain de Bouaké. Il aborde d'abord, le contexte de l'essor des mototaxis ensuite, analyse la recomposition du paysage urbain. Enfin, il dresse les enjeux socio-économiques et sécuritaires de ce mode de transport.

Mots-clés : *Bouaké, mototaxis, crise, mutation du transport, recomposition du paysage urbain.*

Poster 6 : La végétation arborée domestique dans le paysage urbain et périurbain de la ville de Kinshasa (République Démocratique du Congo)

SAMBIENI K. R.^{1, 2}, BILOSO M. A.¹, TOYI M. S.³, DOSSOU B.³, OCCHIUTO R.²,
BOGAERT J.²

¹Université de Kinshasa (RD Congo)

² Université de Liège (Belgique)

³Université d'Abomey-Calavi (Benin)

skraoul@gmail.com

Résumé

La présente étude évalue la structure du peuplement arboré domestique de Kinshasa afin de mieux faire face à la crise environnementale urbaine en cours. Il s'agit de vérifier si la végétation arborée domestique de Kinshasa est constituée en majorité d'espèces exotiques et comestibles avec une plus grande diversité et abondance en zone périurbaine qu'en celle urbaine. Nous avons réalisé l'analyse par un relevé floristique dans un total de 4110 parcelles dans six communes de la ville dont trois urbaines et trois périurbaines. Les résultats montrent que la végétation arborée est plus diversifiée et abondante en zone périurbaine qu'en celle urbaine. Nous relevons en effet 29 espèces dans la zone urbaine contre 43 en celle périurbaine. Plus de 53% de parcelles présentes au moins un arbre en zone périurbaine contre 29% en zone urbaine. Cette dernière compte en moyenne 2 à 3 arbres par parcelle contre 3 à 4 arbres en celle périurbaine. Nous observons par ailleurs que la végétation arborée domestique est composée en majorité d'espèces exotiques (70%) et d'espèces comestibles (52%). Ces résultats mettent en évidence l'importance à accorder aux pratiques d'aménagement des parcelles conditionnant pour une grande part la qualité environnementale des écosystèmes urbains.

Mots-clés : Arbre domestique, espaces périurbains, biodiversité urbaine, environnement urbain

Poster 7 : Cultures de contre-saison dans la commune d'Adjohoun au Bénin: entre atouts et contraintes

ATCHADE G. A. A., VISSIN E. T. W., GBENOU P., ADJAHOSSOU B. S., LAVINON R. F.
Université Abomey Calavi (Bénin),
gervais.atchade@flash.uac.bj; gach12@yahoo.fr

Résumé

L'agriculture constitue l'une des principales activités économiques de l'Afrique subsaharienne. Le présent travail analyse les atouts et contraintes de la culture de contre-saison dans la Commune d'Adjohoun au Bénin. Les données utilisées sont à la fois quantitatives et qualitatives. Il s'agit notamment des statistiques pluviométriques, d'évapotranspirations, démographiques et agricoles. Ces dernières sont soumises à la méthode des statistiques descriptives pour mettre en exergue les conditions favorables à la production agricole dans le milieu d'étude. De même, les enquêtes de terrain ont été menées auprès de 186 producteurs répartis dans les principales zones de production de la commune. Les résultats de terrain montrent que la Commune fait face à une forte variabilité pluviométrique sur la période 1971-2010, ce qui met en mal l'agriculture. Cependant, la commune dispose de nombreux atouts pour la production des cultures de contre-saison qui permettent d'améliorer la résilience de la production agricole face aux effets de la variabilité climatique. Pour la production de contre-saison, la main d'œuvre est locale (65 %) et étrangère (35 %). Quarante-neuf pour cent (49 %) des parcelles sont exploitées en association. Mais, la non-maîtrise des ressources en eau amène chaque paysan à développer des stratégies de production en fonction de ses moyens.

Mots-clés : Commune d'Adjohoun, culture de contre-saison, atouts et contraintes, ressources en eau.

Poster 8 : Carte sanitaire des cercosporioses des bananiers et bananiers plantain en Côte d'Ivoire

CAMARA B., AMARI L.-N. D. G. E., DEMBELE D. D., TUO S., KONE D.

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

camara_ib@yahoo.fr

Résumé

Les cercosporioses noires et jaunes sont les maladies fongiques foliaires les plus dommageables pour les bananiers et bananiers plantains dans les zones de production. Parmi ces deux maladies, c'est la cercosporiose noire qui est la plus redoutée par les producteurs de banane. Cette maladie serait apparue à l'Est de la Côte d'Ivoire et progresserait vers l'Ouest et le Nord. Cette étude a eu pour but d'étudier la progression actuelle de la cercosporiose noire en fonction de l'altitude dans les zones de production de la banane plantain en Côte d'Ivoire. Les résultats ont montré que les cercosporioses jaune et noire sont présentes dans toutes les zones de production de bananier plantain en Côte d'Ivoire. La cercosporiose jaune est observée sur les bananiers plantains dans les zones d'altitude élevée notamment à Man contrairement aux zones de basses altitudes. Dans ces dernières zones, la cercosporiose jaune ne s'observe nettement que sur les bananiers de type dessert, surtout sur le cultivar Figue Sucrée. La position géographique a eu un effet sur la sévérité de la cercosporiose noire avec des PJFT et PJFN observées sur les rangs foliaires plus faibles dans les zones de hautes altitudes.

Mots-clés : *Bananiers et bananiers plantain, Cercosporioses jaune et noire, Carte sanitaire, Côte d'Ivoire*

Poster 9 : Faune sauvage et diversité végétale : cas de l'éléphant dans la dissémination et la régénération des plantes forestières au parc national d'Azagny (Sud de la Côte d'Ivoire)

KOUAME D.¹, KOFFI B. J.-C.¹, ADOU YAO C. Y.^{2, 3}

¹Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)

²Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

³Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)

kouamedjaha1900@gmail.com

Résumé

Dans les forêts tropicales, les animaux et les plantes entretiennent entre eux des relations d'interdépendance. L'éléphant (*Loxodonta africana cyclotis* Matschie, 1900), joue un rôle important dans la régénération des espèces par déjection et germination des graines de plantes dont il consomme les fruits. Pour mettre en évidence cette situation, des relevés botaniques ont permis de recenser les espèces végétales consommées par l'éléphant. Nous avons ensuite évalué les influences des crottes de ce grand mammifère sur la régénération de ces espèces forestières. L'étude a permis de recenser 282 espèces végétales consommées en partie par les éléphants. Les fruits de 94 d'entre elles sont consommés par les éléphants. Parmi ces 94 espèces, *Parinari excelsa*, *Sacoglottis gabonensis*, *Irvingia gabonensis*, *Balanites wilsoniana* et *Tieghemella heckelii*, dont les fruits sont très appréciés et les graines rejetées sans dommage à travers les crottes, ont été retenues pour analyser le rôle de l'éléphant dans la germination, la croissance et la régénération de ces plantes. Les résultats montrent qu'à travers ses crottes, l'éléphant agit positivement sur la germination des graines et la croissance des jeunes plants qui en découlent. Les éléphants jouent, de ce fait, un rôle important dans la régénération, la dynamique des espèces « loxodontochores » et le maintien de la diversité végétale. Ils ingèrent de grandes quantités de fruits selon leur préférence et avec leur constante mobilité, tout en déféquant, déversent les graines et favorisent leur germination dans des milieux différents. La disparition progressive des éléphants à travers le braconnage pourrait entraîner l'extinction des plantes dont la dissémination des graines est assurée par ce dernier dans le Parc National d'Azagny. Ce braconnage est surtout amplifié lorsque survient les conflits homme-éléphant à la périphérie de ce parc. Il est donc indispensable de gérer au mieux ces conflits et éviter la disparition des éléphants qui à travers l'excrétion de graines ingérées dans les crottes, interviennent dans la dissémination des semences ainsi que dans la diversification des communautés floristique et faunique de leur habitat.

Mots-clés : Éléphant, dissémination, conflits homme-éléphant, diversité végétale.

Poster 10 : La colonie agricole de la pale face au retour de l'Etat dans les zones assiégées par l'ex- rébellion au nord de la Côte d'Ivoire

KONAN K. H.¹, KOFFI Y. S. K.¹, KRA K. J.¹, N'DA A. B.²

¹Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire).

²Université Félix Houphouët-Boigny (Cocody).

krajoseph@yahoo.fr

Résumé

La sécheresse sahélienne qui provoque l'envolée du prix de la viande au cours des années 1974 suscite en Côte d'Ivoire la mise en place des mesures visant à favoriser la pratique de l'élevage dans le nord du pays. Une des mesures phares a été la sédentarisation des éleveurs peulhs par la création de zones sylvo- pastorales dont celle de la Palé. Si cet espace a permis le développement de l'élevage bovin dans le nord et par-dessus tout l'appropriation de l'activité pastorale par le Senoufo, elle est à ce jour l'objet d'une colonisation agricole anarchique du fait de la crise militaro- politique qui fait perdre le contrôle de l'Etat sur une partie du territoire. Le retour de l'Etat dans le Nord suite à la réunification du pays et la reprise en main de ce patrimoine sonne le glas de toutes les activités agricoles qui s'y sont développées et qui ont fait de la zone un des principaux foyers agricoles de la région. Comment la crise militaro- politique a-t-elle favorisé la colonisation de cet espace ? Et quels sont les enjeux liés à sa reconquête par l'Etat ivoirien ? L'objectif de cette étude de montrer comment la repossession de cet espace par les pouvoirs publics peut engendrer une insécurité sociale, économique et alimentaire pour les populations agricoles concernées et pour l'ensemble de la région. L'approche méthodologique repose sur une synthèse bibliographique des recherches antérieures complétées par des enquêtes de terrain. Les résultats montrent que la colonisation agricole de cette zone est la réponse à une crise foncière très prononcée et est un mal nécessaire dans la mesure où cette ex-zone pastorale est le plus grand bassin de production alimentaire d'un milieu qui est sous la menace constante de l'insécurité alimentaire.

Mots-clés : Palé, crise foncière, élevage, militaro-politique, sylvo-pastorale,

Poster 11 : Quand la reconstruction d'une infrastructure redynamise le front urbain à Bouaflé

DOHO B. T. A., ZAMBLE B. I. E.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
tchankonybi@yahoo.fr

Résumé

Le processus d'expansion de la ville devenu inéluctable se fait par l'intégration des zones périurbaines selon les modalités assez complexes. L'occupation des espaces périurbains à Bouaflé jusqu'à un passé récent s'est fait à deux vitesses de part et d'autre du fleuve Bandama. En effet, malgré les schémas d'urbanisme directeurs en vigueur, les fronts d'urbanisation se sont dirigés principalement vers le secteur est du fleuve. Les espaces situés à l'ouest de ce cours n'ont pas fait l'objet d'un véritable engouement de la part de la population depuis de longues dates. Le remplacement du vétuste pont servant d'infrastructure d'interconnexion de ces deux espaces différents au niveau de leur dynamique spatiale par un nouveau largement meilleur suscite un intérêt des populations locales à l'espace naguère peu sollicité, malgré l'implantation de plus grande entreprise industrielle, pourvoyeuse d'emplois. L'évolution des fronts urbains semble depuis s'être uniformisé quel que soit le secteur urbain. Ainsi, tout porte à croire que la forte urbanisation de la périphérie ouest appelée quartier SOLIBRA s'est faite en fonction de la qualité de l'infrastructure de franchissement qu'est le nouveau pont. Cette croissance urbaine entraîne d'ailleurs une forte pression foncière à Bouaflé. L'objectif de cet article consiste à analyser l'impact du pont sur la dynamique de ce nouveau front urbain.

Mots-clés : *Front urbain, infrastructure de franchissement, pression foncière, quartier SOLIBRA, Bouaflé*

Poster 12 : Paysages, conflits & sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : cas de la réserve de faune d'Abokouamékro

AGOUALE Y. J.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

agoualejulien@hotmail.com

Résumé

Les formations végétales dans la réserve de faune d'Abokouamékro subissent de fortes pressions anthropiques. Le but de cette étude est d'identifier les types d'occupation du sol et d'analyser la dynamique paysagère sous l'effet des activités anthropiques. L'approche diachronique à partir de la télédétection via le traitement des images satellitaires de Landsat 5-TM de 2001 et Landsat 8 Oli-Tirs de 2015 ainsi que la vérification des points de contrôle et la validation des résultats de terrain ont été les méthodes utilisées. Les résultats ont révélé que les superficies des formations végétales naturelles ont régressé de 2001 à 2015 de 0,42% soit 86 hectares. Les forêts claires sont les plus affectées car elles connaissent une régression drastique. Par contre, les zones de cultures sont passées de 1297 hectares à 1383 hectares durant la période. Les plantations qui n'existaient pas en 2001 ont occupé en 2015 une superficie de 86 hectares. D'une façon générale, la végétation dans ladite réserve a subi une importante perturbation liée essentiellement au foisonnement des activités agropastorales depuis la révolte armée des villages riverains. Due à la pression foncière engendrée par la création de la réserve et au développement des cultures de rente à la périphérie de l'aire protégée. Les tensions conflictuelles dans la zone opposent d'une part les gestionnaires de la réserve aux riverains et d'autre part les agriculteurs aux éleveurs peulhs. Ces conflits intercommunautaires relatifs aux droits d'accès aux ressources terrestres, créent un climat d'insécurité conduisant aux problèmes de sous-alimentation et d'insécurité alimentaire dans les villages localisés autour de la réserve de faune d'Abokouamékro.

Mots-clés : Télédétection, dynamique des paysages, conflit (inter) communautaires, anthropisation, perturbation, guerre, forêt.

Poster 13 : Impact des activités anthropiques sur la dynamique des mangroves dans la commune de Ouidah (Sud du Bénin)

AHOUANGAN B. S. C. MERIMEE¹, ANAGONOU G.¹, TOYI M.¹; ADI M.¹, HOUINATO R. B M.¹, BOGAERT J.²

¹Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

²Université de Liège (Belgique)

schimri@gmail.com

Résumé

*L'analyse diachronique du paysage peut servir à montrer l'effet des actions anthropiques sur l'occupation du sol. La présente étude s'est déroulée dans la Commune de Ouidah située dans le Département de l'Atlantique au sud du Bénin. Elle a pour but d'évaluer l'impact des activités anthropiques sur la dynamique de la mangrove dans cette région du Bénin de 1980 à 2010. Cette étude a été menée en faisant l'inventaire des pressions anthropiques grâce aux enquêtes menées au niveau de certaines localités riveraines des mangroves ; et en utilisant les données diachroniques des cartes d'occupation du sol (aire, périmètre, nombre de taches) issues de la zone appuyée par le calcul d'indices de structure spatiale. Elle a permis de montrer que l'occupation du sol a profondément changée au sein de la mangrove. Les résultats obtenus à l'issue des enquêtes indiquent que les principales activités anthropiques exercées dans la zone d'étude et leurs fréquences sont : 93 % des enquêtés parlent des pratiques culturelles pour les adeptes « vodouns » nécessitant l'utilisation des espèces végétales ; 83 % des enquêtés font le transport fluvial ; 67 % font la préparation du sel grâce à l'exploitation de la mangrove ; 64 % font la coupe de bois en exploitant la mangrove pour les palétuviers et les forêts pour les ligneux ; 61 % font la pêche ; 11 % le dragage et 7 % le commerce de saumure. Les pressions anthropiques ont modifié la composition et la structure spatiale du paysage marqué par la mangrove, et pourraient compromettre l'avenir de cette formation végétale exceptionnelle. Les espèces végétales les plus exploitées sont les palétuviers (*Avicennia africana* et *Rhizophora racemosa*). Elles se retrouvent sur la liste rouge des espèces du Bénin en tant que espèces vulnérables. Ces résultats ont montré également que les superficies des mangroves ont diminué de 47 % de 1980 à 2010 et une tendance de prévision linéaire ($y = ax + b$) de cette régression a permis de noter que d'ici 2040 la mangrove pourrait disparaître dans cette région. Les superficies de ces mangroves sont réduites au profit des agglomérations, des plans d'eau, des plantations et des prairies.*

Mots-clés : mangrove, dynamique d'occupation du sol, pressions anthropiques, Ouidah, Bénin

Poster 14 : Mutations paysagères dans la forêt classée de Foro-foro dans une région en crise

KAN E. K., KOUAMEJ. K.
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
kanemile22@gmail.com

Résumé

La forêt de Foro-foro a été classée en 1942 par l'administration coloniale à vocation agronomique et conservatoire en matière de biodiversité. Elle jouait ces rôles jusqu'à l'éclatement de la rébellion armée en 2002, l'année où l'état a perdu tout contrôle sur ce patrimoine. La question est de mettre en évidence les pressions foncières et les changements environnementaux au sein de cette forêt dans une région en crise. Une analyse diachronique et spatiale à partir de cartographie multi-temporelle et des enquêtes de terrain permettent de saisir les mutations spatiales en œuvre. Ainsi, entre 1990 et 2017, les mutations majeures portent sur une réduction de la superficie de la végétation naturelle sous la poussée de l'exploitation agricole, une amorce du reboisement ralentie par une décennie de crise armée et un cloisonnement des espaces reboisés par exploitation clandestine, la perte de la vocation traditionnelle de la forêt classée pour absence de tout programme de restauration. C'est l'image peu reluisante que présente ce patrimoine public créé pour contribuer au développement de la culture de coton en Côte d'Ivoire et qui nécessairement doit être restauré.

Mots-clés : Foro-foro, forêt classée, dégradation, crise, Côte d'Ivoire

Poster 15 : Dynamique de la végétation de Bamo et stocks de carbone dans la mosaïque de végétation

KASSI N. J., ADOU L. M. D., ADINGRA O., ANOBLA M.M.

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

kassindja@yahoo.fr

Résumé

La présente étude a été menée dans la région d'Agboville (Côte d'Ivoire). Elle a eu pour objectifs (1) de caractériser la composition floristique de la forêt ; (2) de reconstituer la dynamique de recolonisation des jachères post-culturelles ; (3) de caractériser la structure de la diversité arborée ; (4) d'évaluer la dynamique de stockage de carbone en fonction de l'âge des jachères. L'étude a porté sur 50 parcelles dont 31 relevés de jachères et 19 parcelles de forêts primaires. Un total de 417 espèces a été inventorié pour l'ensemble de la forêt classée. Celle-ci est répartie en 307 genres et 83 familles. La densité entre les jachères variée de 1025 (groupe A : 4-8 ans) à 5975 tiges/ha (groupe D : 14 24 ans). Cette étude a permis de mieux connaître la dynamique et la structure de la forêt. Les estimations des stocks de C dans la biomasse ligneuse aérienne et souterraine a été faite à l'aide d'équation allométrique basé sur la méthode non destructive. Ils sont de 80,25 tC/ha pour le groupe de jachères de 4 à 8 ans et de 256,5 tC/ha pour le groupe de jachères âgées de 14 à 24 ans. Ces valeurs restent largement inférieures à celles observées dans les groupes de relevés de forêts primaires (forêts primaires sur sol ferrallitiques 1335,25 tC/ha). Ces données démontrent : (a) la capacité des jachères post-culturelles à stocker du C (Carbone) ; (b) que ce stockage dépend principalement l'âge, des essences conservées et des antécédents culturels ; et (c) que la valeur écologique liée au carbone pourrait être une opportunité de retombées financières en cas de paiement des services environnementaux procurés par ces types d'utilisation des terres dans le processus du REDD+.

Mots-clés : Forêts secondaires, régénération, séquestration du carbone, Côte d'Ivoire.

Poster 16 : Accès aux intrants et stratégies d'adaptation des petits producteurs face à l'inorganisation de la filière ananas dans le sud-bénin (république du Bénin)

ADJAHOSSOU N. V.¹, ADJAHOSSOU S. B.², DOVONOU F. E.³, GBAGUIDI B. G.³

¹Université Nationale de Sciences, Technologies, Ingénierie, Mathématiques (Benin)

²Ecole Polytechnique d'Abomey-Calavi (Bénin)

³ Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

vidnae@yahoo.fr

Résumé

La population rurale du Sud-Bénin est essentiellement agricole et produit aussi bien les cultures vivrières que les cultures de rente. L'ananas est devenu, pendant ces dernières années, la principale culture de rente pratiquée dans ce département. Les principaux acteurs sont les petits producteurs. Ces derniers sont confrontés à un problème d'accès aux facteurs de production (intrants) notamment les pesticides, les produits de traitement hormonal et surtout, les engrais chimiques (Complexe NPK, l'urée et le sulfate de potassium) dans un contexte de changement climatique. L'objectif de cette recherche est de présenter les stratégies développées par les producteurs eux-mêmes afin de concilier cultures de rente et culture vivrières pour assurer aussi bien la sécurité alimentaire que la satisfaction des besoins non alimentaires. Cette recherche a consisté à analyser les stratégies développées par les petits producteurs pour se maintenir dans la filière. La démarche méthodologique adoptée a consisté en l'observation des faits sur le terrain et en la collecte des données auprès des producteurs d'ananas, des distributeurs d'intrants, des responsables techniques, et des responsables des structures impliquées dans la réalisation du projet d'organisation de la filière ananas. Au total 104 producteurs ont été interrogés dans trois (3) villages des Communes d'Abomey-Calavi, Allada et Zè au Sud du Bénin. Des mesures de réduction de lumière au niveau des feuilles de l'ananas, due aux cultures vivrières associées, ont été faites et des estimations de rendements ont été réalisées pour analyser la performance agronomique des systèmes de cultures. Il ressort de cette étude que les diverses stratégies développées par les producteurs visent à pallier les problèmes de pénurie de terre, et de l'inorganisation d'un système d'approvisionnement en intrants. Les producteurs ont donc amorcé, grâce à leur créativité, une modification des systèmes cultureux qui tendent à intégrer à la production vivrière, la culture de rente que constitue l'ananas, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Mots-clés : *Systèmes cultureux, ananas, intrants agricoles, stratégies, sud-Bénin*

Poster 17 : Diversification agricole vers les bas-fonds et sécurité alimentaire à Dania et à Domangbeu

ZIDAGO M., ASSI-KAUDHJIS J. P., KOUASSI K., KOUAME S.

Université Alassane Ouattara
martinienzidago@yahoo.fr

Résumé

La diversification agricole est l'introduction ou le développement dans une exploitation agricole de spéculations additionnelles aux spéculations déjà existantes. En Côte d'Ivoire le café et le cacao ont longtemps été des spéculations pionnières agricoles. Mais l'essor pris par le binôme café-cacao au lendemain de l'indépendance a mis le développement des cultures vivrières y compris la valorisation des écotones de bas-fonds en marge des systèmes de production agricole. Pour redynamiser ce secteur aux fins de diversifier les revenus agricoles, répondre à l'instabilité des prix des matières premières et parvenir à l'autosuffisance alimentaire, la Côte d'Ivoire s'est lancée au cours des années 1970-1980 dans un vaste programme de diversification agricole avec pour priorité accordée à l'introduction de nouvelles spéculations aussi bien industrielles que vivrières. Mais le développement de l'agriculture axée sur la diversification agricole a provoqué l'exploitation exacerbée des forêts et de terres cultivables. De 4.427.286 d'hectares en 1975 les superficies cultivées sont passées à 6.839.978 d'hectares en 2009, parallèlement les aires de forêts du territoire national sont passées de 16 millions d'hectares en 1960 à moins de 2 millions d'hectares actuellement. Dans un tel contexte les bas-fonds autrefois délaissés, sont de plus en plus convoités par les paysans pour se soustraire de la raréfaction des terres cultivables et des risques alimentaires. La présente étude toujours en cours de réalisation tente alors de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux relatifs à la valorisation des bas-fonds, en vue de la sécurité alimentaire dans un contexte de diversification des activités de production agricole, dans les milieux ruraux de Dania et de Domangbeu. Elle pourra ainsi mettre en évidence : Les déterminants de la diversification agricoles vers les bas-fonds de Dania et de Domangbeu ; le profil de la sécurité alimentaire à Dania et à Domangbeu dans un contexte de diversification agricole vers les bas-fonds et les effets induits de la quête sécurité alimentaire à partir de la diversification agricole vers les bas-fonds.

Mots-clés : Diversification agricole, exploitation des bas-fonds, sécurité alimentaire, Dania, Domangbeu (Centre-ouest Côte d'Ivoire)

IV. CONCLUSION GENERALE

L'objectif général du colloque « Conflits, Dynamiques des Paysages et Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » était d'organiser une rencontre scientifique et technique entre experts, chercheurs, enseignants, acteurs d'ONG et services techniques des institutions publiques ou privées s'intéressant aux écosystèmes terrestres subsahariens ainsi qu'aux pressions qui s'y exercent. Il s'agissait précisément d'offrir un cadre de concertation pour sensibiliser, former et échanger sur des problématiques connexes et envisager des possibilités de collaboration entre participants et experts de divers domaines sur plusieurs thématiques.

Ce colloque a enregistré la présence de plusieurs experts de disciplines diverses qui en utilisant différentes techniques très élaborées ont permis de toucher des problématiques en rapport avec le thème. La présence de ces experts a permis de rehausser les débats qui se sont déroulés durant tout le colloque. La disponibilité de compétences locales mises en exergue, constitue un grand intérêt et mérite d'être encouragé. Il faut donc poursuivre la formation des ressources humaines et renforcer les capacités afin de sensibiliser davantage à la préservation des ressources naturelles.

Les travaux scientifiques durant ces trois jours de réflexion ont porté sur trente (30) communications orales, vingt-deux (22) posters et deux (02) Side-Event. Au chapitre des communications orales, l'on retiendra dans la session 1 que les participants ont traité de sujets relatifs à l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour le développement durable dans leur pays respectif. Dans la session 2, les communicants ont mis en évidence les conséquences négatives des mouvements de populations sur les paysages, la disponibilité des ressources foncières et les rapports intercommunautaires dans un contexte des crises socio-politiques. La troisième session a mis en évidence les liens entre les systèmes agraires, la sécurité alimentaire et la gestion des espaces et des territoires. Dans la dernière session, les stratégies mises en place par les populations pour lutter contre l'insécurité alimentaire et pour le maintien des services écosystémiques des espaces naturels ont été mises en exergue.

Les différents échanges et contributions des experts qui ont suivis les communications ont été enrichissants. Les deux panels ont été d'autres moments d'intenses réflexions, d'analyses et de partage sur les problématiques soulevées, lesquelles constituent de grands enjeux pour tous les pays d'Afrique subsaharienne. Le premier panel a mis en exergue les difficultés réelles de concilier le développement économique de nos États et la préservation des ressources naturelles. Le second a permis de passer en revue toutes les 4 sessions du colloque et de faire des recommandations.

V. RECOMMANDATIONS DU COLLOQUE

Au niveau des institutions publiques nationales, sous régionales et internationales

Le colloque « Conflits, Dynamiques des paysages et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne » a relevé la nécessité de redéfinir au niveau des institutions nationales, régionales et sous-régionales, de nouvelles stratégies de gestion des mouvements des populations vers les zones plus humides et fertiles. Ces stratégies doivent absolument tenir compte de la dimension environnementale, sociale et économique des Etats qui accueillent les migrants pour un développement économique harmonieux et durable. Dans ce contexte, les populations locales et les allogènes doivent être sensibilisés aux questions environnementales et à la préservation des ressources naturelles. Un accent particulier devra être mis sur la préservation des écosystèmes fragiles et les forêts naturelles d'Afrique subsaharienne pour le maintien des services écosystémiques que ces milieux offrent aux populations.

En ce qui concerne le foncier, le colloque recommande la formalisation du transfert des droits coutumiers en textes de lois. Ces textes doivent être accompagnés d'une réelle volonté politique de vulgarisation et d'application de ces lois.

Le colloque recommande la construction d'un modèle d'intégration des populations migrantes par le truchement des pouvoirs politiques afin que le migrant ne soit plus considéré comme un envahisseur mais plutôt comme un acteur de développement.

Le colloque recommande que les Etats d'Afrique subsaharienne fassent davantage preuve de responsabilité afin de prévenir les conflits qui fragilisent les rapports intercommunautaires et mettent à mal la gestion des ressources naturelles et l'intégrité des paysages.

Au niveau de la recherche et de la formation

Le colloque recommande aux Etats d'Afrique subsaharienne la poursuite et le renforcement de la formation des hommes et des cadres dans divers domaines de compétence, en vue d'une meilleure gestion et la préservation des ressources naturelles.

Le colloque recommande aux chercheurs que leurs travaux aboutissent à des propositions de solutions concrètes pour le développement des populations locales et non se limiter aux états des lieux.

Le colloque recommande vivement que les collaborations entre les différentes équipes soient renforcées afin d'affiner les méthodologies et aboutir à des résultats meilleurs.

Le colloque recommande que les résultats des différentes communications soient pris en compte par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin d'aider à la préservation des paysages dans les régions en proie à divers conflits d'ordre économique, politique ou militaire.

Le colloque souhaite que l'Université Jean Lorougnon Guédé soit un pôle d'excellence pour les études sur la dynamique des paysages en Afrique subsaharienne. A ce titre, la mise en place d'un comité de suivi et de vulgarisation des résultats de la recherche au sein de cette institution sera un incubateur pour le développement économique de la région du Haut-Sassandra

Les participants à ce colloque ont félicité le GRIEPE et l'Université Jean Lorougnon Guédé pour la brillante organisation de ces journées scientifiques. Ils ont souhaité que de tels événements de très haut niveau scientifique soient plus fréquents pour une meilleure gestion des espaces, afin de garantir la sécurité alimentaire et le bien-être des populations d'Afrique subsaharienne.

ANNEXES

ANNEXE 1 : DISCOURS DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Discours 1 : Monsieur le Président du comité d'organisation du colloque

- Monsieur le Représentant de Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
- Monsieur le Préfet de Région du Haut-Sassandra,
- Monsieur le Représentant de Madame la Directrice Générale du Conseil du café-cacao,
- Monsieur le Maire de la commune de Daloa,
- Monsieur le Député Sangaré Yacouba,
- Messieurs les Directeurs Généraux,
- Messieurs les Directeurs centraux,
- Éminentes personnalités en vos rangs, grades et qualités,
- Mesdames, Messieurs, chers invités, chers collègues,
- Chers étudiants
- Chers amis de la presse.

En préliminaire de mon discours, permettez-moi de remercier les membres du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement, en abrégé GRIEPE, et les autorités de l'Université Jean Lorougnon Guédé, de la confiance portée à ma modeste personne pour présider l'organisation de cet événement.

Je remercie vivement les gouvernements français et ivoirien pour la mise en place du programme C2D et sa composante PRESED. Nous sommes reconnaissants envers Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et la Directrice Générale du Conseil du Café-cacao, pour l'intérêt porté à cette manifestation.

Je remercie la gouvernance de l'UJLoG avec à sa tête, la Présidente, Madame le Professeur TIDOU Abiba Sanogo, qui est avec nous par la pensée, pour toute l'aide matérielle et le soutien moral apporté dans les préparatifs de cette rencontre.

En organisant ce rendez-vous scientifique, dont le thème est : « conflits, dynamiques des paysage et sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne », nous avons voulu créer un cadre de réflexion et d'échanges entre experts, enseignant-chercheurs, acteurs d'ONG s'intéressant aux écosystèmes terrestres, ainsi qu'aux pressions qui s'y exercent. Il s'agira précisément d'offrir un cadre de concertation pour sensibiliser, former et échanger sur les expériences réalisées dans des disciplines diverses.

Le colloque se déclinera en 4 sessions thématiques. Il s'agit de :

- l'identification des dynamiques des paysages en période de conflits ; présidé par le Professeur Jan BOGAERT ;
- les mouvements des populations, l'agriculture et la gestion foncière ; présidé par le Professeur Issiaka KONE ;
- les systèmes agraires, la sécurité alimentaire et la gestion de l'espace ; présidé par le Professeur Jean Pierre CHAVEAU ; et de la session consacrée aux

- espaces, aux services écosystémiques et à la qualité de vie des populations ; session présidée par le Professeur J. P. ASSI-KAUDHJIS.

C'est l'occasion pour moi de remercier chaleureusement, l'ensemble des participants venus du Burkina Faso, de France, de Belgique, de RD Congo, du Congo Brazzaville, du Mali, du Niger ainsi que la forte délégation du Bénin. Merci d'avoir accepté de venir à Daloa dans des conditions pas toujours agréables.

Je remercie les membres du comité d'organisation pour le travail abattu.

Merci aux équipes partenaires du GRIEPE issues de l'Université Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin, l'Université Ki-Zerbo du Burkina Faso et l'université Nice Sophia Antipolis de France.

Le comité d'organisation est reconnaissant envers nos partenaires et amis qui ont œuvré pour que cet événement se déroule dans de bonnes conditions.

Nous remercions nos six panélistes dont les profils laissent présager des contributions de hautes factures qui participeront à une meilleure compréhension des enjeux du thème du colloque.

Le Comité d'Organisation conscient du fait que la perfection n'est pas de ce monde, voudrait implorer l'indulgence des participants pour toute imperfection qu'ils viendraient à constater durant ce colloque.

Je vous remercie de votre aimable attention et vous souhaite une bonne rencontre scientifique.

Discours 2 : Madame la Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé

- Monsieur le Préfet de Région, Préfet du Département de Daloa,
- Monsieur le Préfet de Région, Préfet du Département de Bouaflé,
- Monsieur le Conseiller Technique, représentant Madame le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,
- Madame le Directeur Général du Conseil Café-Cacao, Marraine du colloque,
- Honorables invités,
- Chers participants au colloque,
- Chers enseignants chercheurs de l'Université Jean Lorougnon Guédé,
- Mesdames et Messieurs en vos rangs, grades et qualités,
- Chères étudiantes, chers étudiants,
- Chers amis de la presse,

Je voudrais tout d'abord, vous transmettre les excuses de Madame la Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé, empêchée du fait de la participation des présidents des universités à l'Assemblée Générale de l'AUF qui se tient en ce moment au Maroc. Elle m'a chargé de vous transmettre ce message, que je vais lire fidèlement.

C'est avec une grande joie et une grande émotion que j'accueille ce parterre de personnalités au sein de l'Université Jean Lorougnon, l'Université Verte. Merci beaucoup à vous qui êtes venu de si loin. Je voudrais vous souhaiter le traditionnel « **ANISRE** » qui signifie « bienvenu » en Langue Bété de cette localité.

Depuis novembre 2014, que j'ai la charge de cette Université, mon ambition a été, et demeure, de faire de cette institution une université de référence, en matière d'enseignement mais aussi en matière de recherche, dans la sous-région et en Afrique. Ce colloque international, fruit d'une recherche de haute qualité, est l'occasion de réaffirmer cette ambition.

C'est le lieu de féliciter nos enseignants-chercheurs et nos étudiants de grade Master et Doctorat, qui travaillent sur des thématiques variées, liées à l'environnement, à l'agriculture et à l'économie du territoire, qui visent à améliorer le bien-être économique et social des populations, tout en préservant l'environnement.

Monsieur le Conseiller Technique, merci à vous, et veuillez transmettre à Madame le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, mes sincères remerciements et félicitations pour ses efforts toujours renouvelés en faveur de la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche.

A Madame le Directeur Général du Conseil Café-Cacao, qui a accepté de se rendre disponible pour être la Marraine du présent colloque, en dépit de son agenda très chargé, je voudrais traduire ma gratitude pour sa confiance et sa présence effective.

Je ne saurais oublier tous les partenaires au développement, j'ai nommé le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), GEOFORAFRI, la Coopération Française, la SODEFOR, et l'Etat de Côte d'Ivoire à travers notre tutelle (le Ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique), qui nous accompagnent et nous appuient dans la formation de nos Enseignants-chercheurs et l'équipement de nos laboratoires.

Ce colloque, qui va nous réunir ces trois jours, traite du thème « **Conflits, Dynamiques des Paysages et Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne** ». Il s'agit d'un thème qui impacte directement la vie des populations comme nous verrons à travers les communications.

Puissent les conclusions et recommandations de ce colloque, ouvrir aux décideurs, des pistes de solutions pour une meilleure gestion des paysages d'Afrique subsaharienne, gage de paix entre les communautés, de sécurité alimentaire et de développement durable.

Je vous remercie.

Discours 3 : Madame la Directrice Générale du Conseil du café-cacao

- Excellence, Madame la ministre de l'Enseignement supérieur,
- Monsieur le Préfet de Région,
- Messieurs les Présidents des institutions,
- Mesdames et Messieurs les Experts nationaux et internationaux,
- Chers participants au Colloque,
- Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole ce jour, dans cet illustre Amphithéâtre C de l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, pour présider, la cérémonie solennelle d'ouverture du Colloque International sous le thème : « **Conflits, dynamiques des paysages & sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne** ».

En cette heureuse circonstance, permettez-moi, avant de continuer mon propos, de dire toute ma satisfaction pour vos présences respectives à cette rencontre d'échange entre experts nationaux et internationaux. Cela témoigne de l'intérêt que vous portez aux préoccupations qui touchent plusieurs régions du monde, et en particulier l'Afrique subsaharienne où l'on a enregistré malheureusement le plus grand nombre de conflits ces deux dernières décennies.

Ce colloque International qui s'ouvre ce jour, je suis convaincue, permettra, eu égard à la qualité des participants, de développer ensemble des stratégies connexes et de trouver des ébauches de solutions aux préoccupations qui minent le développement nos pays. C'est aussi l'occasion de nouer d'excellents rapports avec tous les partenaires au développement dont je salue la présence à cet évènement de haute portée scientifique.

A cet effet, je félicite les responsables de l'Université Jean Lorougnon Guédé avec à leur tête le Prof. TIDOU Abiba Sanogo, pour cette belle initiative. Mes félicitations s'adressent particulièrement aux membres de l'équipe du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement (GRIEPE) pour leur confiance placée en ma personne et au-delà à la structure que je dirige.

A tous les participants venus d'ici et d'ailleurs, recevez mes sincères salutations.

Chers participants, pendant trois jours vous aurez à réfléchir sur les questions essentielles auxquelles sont confrontés tous les pays en développement, notamment ceux d'Afrique Subsaharienne. J'attache beaucoup d'intérêts aux conclusions et recommandations qui vont sanctionner ces travaux.

C'est donc toute confiante en la pertinence des résultats auxquels vous aboutirez que je déclare ouvert le colloque international sur le thème :

« Paysages, Conflits & sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne ».

Je vous remercie.

Discours 4 : Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

- Monsieur le Préfet de Région, Préfet du Département de Daloa,
- Madame la Présidente du Conseil Café-Cacao, Marraine du colloque,
- Madame la Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé
- Honorables invités
- Chers participants
- Chers enseignants-chercheurs de l'Université Jean Lorougnon Guédé,
- Mesdames et Messieurs, tous en vos rang, grade et qualité,
- Chers étudiantes, chers étudiants,

C'est avec un réel plaisir et une grande joie que je réponds, en ma qualité de 1^{ère} Responsable de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, à l'invitation du Prof. TIDOU Abiba Sanogo, Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé, pour présider le colloque international sur le thème : « **Conflits, Dynamiques des Paysages et Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne** ».

Je voudrais donc avant tout propos exprimer toute ma gratitude à Madame la Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé, ainsi qu'à tous ses collaborateurs pour cet honneur.

Je voudrais également traduire toute ma satisfaction aux enseignants-chercheurs, en particulier, aux membres du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement (GRIEPE) qui remportent des projets et développent des recherches sur des thématiques de hautes importances économiques et sociales pour notre pays. Ma présence ici est le signe de mon soutien fort à toutes ces recherches.

A vous, chers invités et participants au colloque, qui avez effectué le déplacement pour répondre à notre appel, je vous prie de recevoir toute ma gratitude et ma reconnaissance.

Je ne saurais oublier tous les bailleurs et partenaires au développement, qui nous accompagnent sans relâche dans notre volonté acharnée d'œuvrer pour atteindre l'émergence à l'horizon 2020. Soyez en infiniment remerciés.

Chers invités, chers participants, ce colloque international qui s'ouvre aujourd'hui aborde des questions essentielles auxquelles sont confrontés tous nos Etats d'Afrique et ceux de l'Afrique subsaharienne en particulier. J'attache beaucoup de prix aux résultats et conclusions qui en sortiront au soir du vendredi 12 mai 2017. Car la qualité des participants et invités me conforte et me rassure quant aux échanges et au partage des expériences des uns et des autres.

C'est donc toute confiante en la pertinence des résultats auxquels vous aboutirez que je déclare ouvert le colloque international sur le thème : « **Paysages, Conflits & sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne** ».

Je vous remercie.

ANNEXE 2 : LISTE DE TOUS LES PARTICIPANTS AU COLLOQUE

N	Nom et prénoms	Fonction	Institution	Pays
1	ABOBI Akré Hebert Damien	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
2	ADJAHOSSOU Vidédji Naéssé	Enseignant-chercheur	Université d'Abomey-Calavi	Bénin
3	ADOU Aka Giscard	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
4	ADOU Yao Fabrice	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
5	AGOUALE Yao Julien	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
6	AHOUANGAN B. S. C. Mérimée	Doctorant	Université d'Abomey-Calavi	Bénin
7	AHOUASSO Nina	Doctorante	CHAIRE UNESCO	Côte d'Ivoire
8	AHOULE Jean Charles	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
9	AHUA Emile Aurelien	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
10	AKA Kpolé	Administrateur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
11	AKAFFOU Doffou Sélastique	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
12	AKATCHI Akouba Agnès	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
13	AKE Henri Joël	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
14	AKMEL Meless Siméon	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
15	AKO Angoran Richmond	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
16	AKRE Djako Sosthene Thierry	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
17	ALLE Yacho Joëlle Jocelyne	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
18	AMIRI MENEY ERIC	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
19	AMON N'Goran Guy-Roger	Représentant de la Marraïne	Conseil du Café-cacao	Côte d'Ivoire
20	ANDRIEU Julien	Enseignant-chercheur	Université Nice Sophia Antipolis	France
21	ANGAMAN Djédoux Maxime	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
22	ASSALE Adjo Annie Yvette	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
23	ASSI Sonan Romuald	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
24	ASSI Yapo Jean	Technicien Botaniste	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
25	ASSI-KAUDJHIS J. P.	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
26	ATCHADE A. A. Gervais	Enseignant-chercheur	Université d'Abomey-Calavi	Bénin
27	ATTAHI Koffi	Directeur centre de gestion	Société de Développement des Forêts	Côte d'Ivoire
28	AYEMOU Anvo Pierre	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
29	BAKAYOKO Sidiki	Enseignant-Chercheur	Secrétaire Général adjoint de l'université	Côte d'Ivoire
30	BAMBA Issiaka	CROU Daloa	Centre Régional des Œuvres Universitaires de Daloa	Côte d'Ivoire
31	BAMBA Issouf	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
32	BARIMA Yao Sadaiou Sabas	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
33	BEHIRA Jean Paul	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
34	BINSANGO Malonga Stoffenne	Doctorante	Université Marien N'GOUABI	Congo Brazzaville
35	BLEI Sika Hortense	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
36	BLEU Dion Xavier	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
37	BOGAERT Jan	Enseignant-chercheur	Université de Liège	Belgique
38	BOKO Christiane Eunice	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
39	BROU Kouamé Eric	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire

N	Nom et prénoms	Fonction	Institution	Pays
40	CAMARA Brahim	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
41	CHAUVEAU Jean-Pierre	Enseignant-chercheur	Institut de recherche pour le développement	France
42	CISSE Aboubacar	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
43	COULIBALY Ibourahema	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
44	COULIBALY Salifou	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
45	COULIBALY Tanan	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
46	DAGNOGO Beh Siaka	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
47	DAGO Ginette	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
48	DAGO Larissa Valette	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
49	DALLY Brou Michel Hermann	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
50	DEMBELE Sidi	Enseignant	Université de Bamako	Mali
51	DIALLO Fanta	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
52	DIARRA Ali	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
53	DIBI N'Da Hyppolite	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
54	DJAH Armand Josué	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
55	DJENE Kouakou Roland	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
56	DJIBO Oumarou Faroukou	Enseignant-chercheur	Université de Tahoua	Niger
57	DOHO BI Tchan André	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
58	DOUHO Gnomblehi Rodrigue	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
59	DOUMBIA Maimounan	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
60	EHUA Jean Luc	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
61	Elh Moudi Moustapha Abdourahmane	Chercheur	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger	Niger
62	GAGNE Francine Andromaque	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
63	GBALOU De Sahi Junior	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
64	GNANWA Mankambou Jacques	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
65	GODE Ange Olivier	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
66	GODRON Michel	Enseignant-chercheur	Université d'Orléans	France
67	GOUAMENE Didier Charles	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
68	GUY Constant Dali	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
69	HAVYARIMANA François	Enseignant-chercheur/Directeur	Université du Burundi	Burundi
70	HEMA Kala Brigitte	Assistante de recherche	Université Ouaga II	Burkina Faso
71	IFO Averti Suspense	Enseignant-chercheur	Université Marien N'GOUABI	Congo Brazzaville
72	IPOU Joseph	Enseignant-chercheur/Directeur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
73	IRIGO Délo Siagbé Larissa C.	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
74	JEAN-CLAUDE N'guia	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
75	KAMBIRÉ Bébé	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
76	KANGA Kouakou Hermann Michel	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
77	KOUASSI Akissi Estelle	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
78	KASSI N'Dja Justin	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire

N	Nom et prénoms	Fonction	Institution	Pays
79	KODJALE N'Dah Martin	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
80	KOFFI Allali Eugène	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
81	KOFFI Brou Emile	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
82	KOFFI Guy Roger Yoboué	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
83	KOFFI Kan Emile	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
84	KOFFI Konan Henri Salvador	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
85	KOFFI N'Guessan Achille	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
86	KOFFI Yao Jean Julius	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
87	KOFFI Yéboué Stéphane Koissy	Enseignant-chercheur	Université Pelefogon Gon Coulibaly	Côte d'Ivoire
88	KOHE Assétou Cécile	Doctorante	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
89	KONAN Aya Suzanne	Doctorante	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
90	KONAN Félix	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
91	KONAN Kouakou Ahoissi	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
92	KONAN Kouakou Attien Jean- Michel	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
93	KONAN Kouakou Hyacinthe	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
94	KONAN Kouakou Séraphin	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
95	KONAN Kouamé Hyacinthe	Enseignant-chercheur	Université Pelefogon Gon Coulibaly	Côte d'Ivoire
96	KONE Daouda	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
97	KONE Moussa	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
98	KONÉ Issiaka	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
99	KOUA Kadio Attey Noël	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
100	KOUADIO Akissi Esther	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
101	KOUADIO Aya Christine	Doctorante	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
102	KOUADIO Yao Ulrich	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
103	KOUAKOU Akoua Tamia Madeleine	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
104	KOUAKOU Aristide Colette Adjoua	Doctorante	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
105	KOUAKOU Auguste Konan	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
106	KOUAKOU Kouassi	Directeur Régional	Ministère de la Salubrité de l'Environnement et du développement Durable	Côte d'Ivoire
107	KOUAKOU KOUASSI Apollinaire	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
108	KOUAKOU Mazan Dieudonné	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
109	KOUAKOU Yannick	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
110	KOUAME Djaha	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
111	KOUAME Kouadio Arnaud	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
112	KOUASSI Combo Mafou	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
113	KOUASSI Kanga Justin	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
114	KOUASSI Konan	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
115	KOUASSI Kouadio Henri	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
116	KOUASSI Germain	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
117	KOUASSI Lazare	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
118	KOUI Geneviève	Doctorante	CHAIRE UNESCO	Côte d'Ivoire
119	KOULET Aoin Danielle E	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire

N	Nom et prénoms	Fonction	Institution	Pays
120	KOUMAN Kouame Jean Marc	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
121	KOUMAN Djinabou	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
122	KPANGUI Kouassi Bruno	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
123	KRA Koffi Siméon	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
124	KRA Kouadio Joseph	Enseignant-chercheur	Université Pelefogon Gon Coulibaly	Côte d'Ivoire
125	KRA Yao Quitéloya Francis	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
126	KROUBA Debora	Doctorante	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
127	LAGO Gboze Ange Bernard	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
128	LEJOLY Jean	Coordonnateur	ONG GIAGRO-Kinshasa	RDC
129	MAHI Guela Mireille	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
130	MAMBO Yapi	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
131	MASHARABU Tatien	Enseignant-chercheur	Université du Burundi	Burundi
132	Mme KADJO	Représentant le Directeur Régional	Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable	Côte d'Ivoire
133	N'GUESSAN Koffi Alexis	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
134	N'GUESSAN Kouadio Michael	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
135	N'DO Bi Boly Valérie	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
136	NDONG ESSONO Germain	Enseignant-chercheur	Ecole Normale Supérieure de Libreville	Gabon
137	NEMLIN HIE Séraphin Martial	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
138	N'GORAN Koua Béranger	Chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
139	N'GOURAN Kobenan Pierre	Docteur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
140	N'GUESSAN Amian Arsène	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
141	N'GUESSAN Koffi Alexis	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
142	N'GUESSAN Kouassi Guillaume	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
143	N'GUESSAN Rokya Prisca	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
144	N'GUESSAN Yao Sylvain	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
145	NIAMIEN Kadjo Henri-Joël	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
146	NIANGORAN Kouamé Abel Stanislas	Adjoint au Directeur Régional	Ministère de la Salubrité de l'Environnement et du développement Durable	Côte d'Ivoire
147	NOUFOU Adel Akou Aicha	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
148	OFOUNOUGOU Losly Kénie	Doctorante	Université Mohammed V de Rabat	Maroc
149	OHOU-YAO Marie-Jeanne	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
150	OUATTARA Aboubacar Adama	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
151	OUATTARA Mariam	Chargé de Communication	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
152	OUATTARA Sahoti	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
153	OUATTARA Sotia Karidiatou	Doctorante	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
154	OUONGNIN Bleu Lydie V	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
155	RUF François	Chercheur	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	Côte d'Ivoire

N	Nom et prénoms	Fonction	Institution	Pays
156	SAMBIENI Kouagou Raoul	Doctorant	École Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux	RDC
157	SANGARÉ Mamadou	Directeur Général	Société de Développement des Forêts	Côte d'Ivoire
158	SANGARÉ Yacouba	Député	Assemblée Nationale	Côte d'Ivoire
159	SANGNE Yao Charles	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
160	SAVANE SY Rafiatou Mathindje	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
161	SIDIBE Ousmane	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
162	SILUE Pébanagnanan David	Enseignant-chercheur	Université Pelefogon Gon Coulibaly	Côte d'Ivoire
163	SORO Torna	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
164	SOSSIA Kossan Jules	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
165	SOUMAHORO Manlé	Enseignant-chercheur	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
166	TANOHI Koko Naomie	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
167	TEHO Estelle Judith	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
168	TIA Doou Edmond	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
169	TIEBRE Marie-Solange	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
170	TIEMOKO Christelle	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
171	TONDOSSAMA Adama	Directeur Général	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	Côte d'Ivoire
172	TOURE Gouanin Larissa	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
173	TOYI ALAGBE Sêwanoudé Scholastique Mireille	Enseignant-chercheur	Université d'Abomey-Calavi	Benin
174	TRA Fulbert	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
175	TRAORÉ Karidia	Enseignant-chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
176	TRAORÉ Mamadou	Membre	CARE International	Côte d'Ivoire
177	VANDI Faché	Doctorant/Enseignant-chercheur	Université de Strasbourg/Université Catholique AC	Cameroun
178	VIGNAL Matthieu	Doctorant	Université de Nice, Unité Mixte de Recherche (UMR) Espace	France
179	WAÏGALO Amadou K. dit amobo	Doctorant	Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA)- Bamako	Mali
180	YAO Alberic Yvann	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
181	YAO Kouadio Severin	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
182	YAO Kouassi Ernest	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
183	YAO Kouman Alphonse	Doctorant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
184	YEBOUE N'Guessan Lucie	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
185	YÉO Kadoho Amy Julie	Etudiante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
186	YEO Tenena Djibril	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire
187	YMBA Maïmouna	Enseignant-chercheur	Université Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire
188	YOH Gue Dieu-Donné	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
189	ZADOU Armand Didié	Enseignant-Chercheur	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
190	ZANH Golou Gizèle	Doctorante	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
191	ZELY Bedel Wilfried	Etudiant	Université Jean Lorougnon Guédé	Côte d'Ivoire
192	ZERBO Roger	Enseignant-chercheur	Université Burkina Faso	Burkina Faso
193	ZIDAGO Martinien Stéphane	Doctorant	Université Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire

ANNEXE 3 : PROGRAMMES DES JOURNEES SCIENTIFIQUES

Journée 1 : Mercredi 10 mai 2017

Panel 1 : Développement économique et/ou préservation des ressources naturelles : le dilemme des pays en développement ?	
Modérateur	Dr Konan Kouakou Séraphin , Enseignant-chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé
Panélistes	<p>Professeur Jan Bogaert, Enseignant à l'Université de Liège, membre de l'académie royale des sciences d'Outre-mer de la Belgique</p> <p>Professeur Jean-Pierre Chauveau, Chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Unité Mixte de Recherche (UMR) 220 Gouvernance, Risques, Environnement et Développement (GRED)</p> <p>M. N'Goran Djê, Directeur général adjoint de l'Office ivoirien des parcs et réserves (Côte d'Ivoire)</p> <p>M. Attahi Koffi, Directeur régional de la Société de développement des forêts (SODEFOR)</p> <p>M. Yacouba Sangaré, Député à l'Assemblée Nationale, président de l'Association des parlementaires en charge de l'environnement (Côte d'Ivoire)</p> <p>Professeur Assi-Kaudjhis J. P., Enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara</p>
Session 1 : Identification et dynamiques des paysages en période de conflits	
Président	Professeur BOGAERT Jan
Rapporteur	Docteur DIBI Hyppolite N'Da
<p>Communication 1. <i>Partition du territoire pendant la période de conflit comme facteur de la dynamique de végétations en Côte d'Ivoire</i> Bamba I., Barima Y. S. S., Sangne Y. C., Assi-Kaudjhis J. P. Université Jean Lorougnon Guédé</p> <p>Communication 2. <i>Impact des pressions anthropiques sur la flore de la forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)</i> Kouakou A. T. M., Assalé A. A. Y., Barima Y. S. S. Université Jean Lorougnon Guédé</p> <p>Communication 3. <i>Occupation du sol et saturation foncière à la périphérie de la Forêt Classée du Haut-Sassandra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) dans un contexte post-conflit</i> Zanh G. G., Koua K. A. N., Kouakou K. A., Barima Y. S. S. Université Jean Lorougnon Guédé</p> <p>Communication 4. <i>Pression anthropique et dynamique paysagère en zone de forêt ivoirienne dans la région de Méagui.</i> Ouattara A. A., Debora G. I. D., Kouakou A. A. C., Adopo A. R. I., Fauret P., Coulibaly B., Kaba D., Koffi Y. J. J., Assi-Kaudjhis J. P., Courtin F. Université Alassane Ouattara</p> <p>Communication 5. <i>Dynamique d'expansion des cacaoyères dans les zones de contact forêt-savane : cas de la sous-préfecture de Kokumbo (Centre de la Côte d'Ivoire).</i> Kpangui K. B., Vroh B. T. A., Kouame D., Gone B. Z. B., Koffi B. J.-C., Adou Yao C. Y. Université Jean Lorougnon Guédé</p>	

<p>Communication 6. <i>Dynamique de peuplement et modification paysagère dans le parc national de la Marahoué (Côte d'Ivoire)</i> Kouakou A. C., Coulibaly B., Kaba D., Anoh P., Courtin F. Institut de Géographie Tropicale-Université Félix Houphouët Boigny-Abidjan</p>	
<p>Communication 7. <i>Dynamique paysagère de la Forêt Classée de la Lama au Sud du Bénin</i> Toyi M. S. S. Eda F., Sinsin B. Université d'Abomey-Calavi, Bénin</p>	
<p>Ma Thèse en 180 secondes</p>	
<p>Side-Event 1: Le concept d'agroforesterie sur le plateau de Batéké en RD Congo</p>	
<p>Animateur</p>	<p>Professeur LEJOLY Jean, Coordonnateur ONG GIAGRO-Kinshasa, République Démocratique du Congo</p>

Journée 2 : Jeudi 11 mai 2017

<p>Session 1 : Identification et dynamiques des paysages en période de conflits (SUITE)</p>	
<p>Président</p>	<p>Professeur BOGAERT Jan</p>
<p>Rapporteur</p>	<p>Docteur DIBI N'Da Hyppolite</p>
<p>Communication 8. <i>Dynamiques des paysages régionaux en zone cotonnière du Mali</i> Dembélé S., Soumaré M., Diakité C. H., Gaillard D. Université de Bamako</p>	
<p>Communication 9. <i>La contribution des camps de déplacés à la dynamique paysagère au Sud et au Sud-est du Burundi</i> Havyarimana F. Bamba I., Barima Y. S. S., Masharabu T., Nduwarugira D., Bigendako M.-J., Mama A., Bangirinama⁶ F., De Canniere¹ C., Bogaert³ J. Université Libre de Bruxelles</p>	
<p>Communication 10. <i>Analyse de la cinématique de la végétation en Côte d'Ivoire pendant les conflits à travers une métrique phrénologique et la corrélation de Kendall de deux séries temporelles de NDVI</i> Andrieu J. Université Côte d'Azur, CNRS, ESPACE, France</p>	
<p>Session 2 : Mouvement des populations, agriculture et gestion foncière</p>	
<p>Président</p>	<p>Professeur KONÉ Issiaka</p>
<p>Rapporteur</p>	<p>Docteur COMBO Mafou Kouassi</p>
<p>Communication 11. <i>Dynamiques de peuplement et modifications paysagères dans la zone rurale au sud de Bonon (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)</i> Krouba D., Coulibaly B., Aristide A., Aboubakar O., Kaba D., ASSI-Kaudjhis J. P., Courtin F. Université Alassane Ouattara- Bouaké (Côte d'Ivoire)</p>	
<p>Communication 12. <i>Crises politico-militaires et climatiques en Côte d'Ivoire, 2000-2017. Du cacao à l'anacarde, de la rente forêt à la fumure animale</i> Ruf F. CIRAD c/o Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire</p>	

Communication 13. *Pratiques agricoles des migrants burkinabè en Côte d'Ivoire et investissements socio-économiques liés à la culture du cacao*

Hema K. B. et Zerbo R. Koffi G. R. Y.

Institut des Sciences des Sociétés / CNRST 03 BP 7047 Ouagadougou 03 – Burkina Faso

Communication 14. *Modélisation prospective des paysages de la forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire) après la fin des conflits*

Vignal M., Andrieu J.

Université Côte d'Azur, CNRS, ESPACE, France

Communication 15. *Parcours migratoire et mode de cession foncière des fronts pionniers ivoiriens*

Koné M., Koné I.

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire)

Communication 16. *Rapports entre paysages naturels et conflits intra/intercommunautaires : les germes d'une instabilité permanente.*

Soro T.

Université Alassane Ouattara

Communication 17. *La sécurisation des transferts de droits fonciers coutumiers au prisme de l'histoire agraire et du récent conflit*

Chauveau J.-P.

Institut de Recherche pour le Développement, UMR 220 GRED Montpellier, France

Ma Thèse en 180 secondes

Session 3 : Systèmes agraires, sécurité alimentaire et gestion de l'espace

Président	Professeur CHAUVEAU Jean Pierre
Rapporteur	Docteur ZADOU Didié Armand

Communication 18. *Crise politique, pression foncière et sécurité alimentaire dans les périphéries Parc National du Mont Péko*

N'Guessan K. G., Oura K. R., Loba A. D. F. V.

Université Jean Lorougnon-GUEDE, Daloa, Côte d'Ivoire ²

Communication 19. *Orpaillage, disponibilité alimentaire et compétition foncière dans les zones aurifères du Département de Bouaflé*

Kouadio A. C., Kouassi K., Assi-Kaudjhis J. P.

Université Alassane Ouattara (Bouaké – Côte d'Ivoire)

Communication 20. *Pratique cacaoyère, délitement de l'accès au foncier et sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)*

Koffi G. R. Y., Kouassi K., Barima Y. S. S., Kpangui K. B., Assi-Kaudjhis J. P.

Université Alassane Ouattara (Bouaké – Côte d'Ivoire)

Communication 21. *Migrations paysannes et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire : dynamiques comparées dans le District des Montagnes et Région du Haut-Sassandra*

Kouamé S., Zidago M. S.

Université Alassane Ouattara, BP V 18 01, Bouaké, (Côte d'Ivoire)

Communication 22. Déterminants et persistance de l'insécurité alimentaire au sahel : cas du mali

Waigalo A. K.

Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée - Université de Ségou – Mali

Communication 23. Perturbations socio-environnementales, vulnérabilité alimentaire et valorisation des bas-fonds dans le Centre-Ouest ivoirien

ASSI-KAUDJHIS J. P.

Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire), BP V 18, Bouaké, Côte d'Ivoire

Communication 24. « Je mange sain, donc je suis » : de la diète éthique comme expression identitaire pour une pensée de développement en Afrique subsaharienne

Ndong Essono G-D.

Ecole Normale Supérieure de Libreville (Gabon).

Side-Event 2 : Paysages et méthodes d'analyses des données d'enquêtes

Animateur

Professeur GODRON Michel et ANDRIEU Julien

Journée 3 : Vendredi 12 mai 2017

Session 4 : Espaces, services écosystémiques et qualité de vie des populations

Président

Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P.

Rapporteur

Docteur TIEBRE Marie-Solange

Communication 25. Gestion des déchets liquides et vulnérabilité des populations aux maladies : cas de Songon-Agban, district d'Abidjan

Ouattara S. K., Kambire B. et Ymba M.

Université Félix Houphouët-Boigny, 08 BP 3776 Abidjan 08

Communication 26. De la crise militaro-politique à la crise foncière : la révélation de l'intolérance intercommunautaire à partir des affrontements de Dio (Biankouma)

Soumahoro M. A., Oura K. R., N'Gonian B.

Université Alassane Ouattara de Bouaké, BP V 18, Bouaké, Côte d'Ivoire

Communication 27. Enjeux socio-économiques de l'hévéaculture et risque d'insécurité alimentaire en pays Odjukru dans la région de Dabou (Côte d'Ivoire)

Akme M. S.

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Communication 28. Répartition des produits forestiers non-ligneux dans un environnement sujet à des pressions anthropiques fortes à la périphérie de la forêt classée du Haut-Sassandra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

Kouakou K. A., Godron M., Barima Y. S. S., Kpangui K. B.

Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

<p>Communication 29. <i>Analyse socio économétrique et choix des alternatives paysannes face à l'insécurité alimentaire au Niger : cas de la grappe des villages de Tolkobeye</i> Djibo O. F. Université de Tahoua (Niger)</p>	
<p>Communication 30. <i>Migrations agricoles et développement durable, couple toujours inconciliable ? : l'exemple de Koza II dans la région du Nord-Cameroun</i> Vandi F. Université de Strasbourg (France)</p>	
<p>Panel 2 : Conflits, actions humaines, sécurité alimentaire et dynamiques des paysages en Afrique subsaharienne</p>	
Modérateur	<p>Docteur KONAN Kouakou Séraphin, Enseignant-chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé</p>
Panélistes	<ul style="list-style-type: none"> - Professeur BOGAERT Jan, président de la session 1 ; - Docteur N'DA Dibi Hyppolite, Rapporteur de la session 1 ; - Professeur KONE Issiaka, président de la session 2 - Docteur COMBO Mafou Kouassi, Rapporteur de la session 2 - Professeur CHAUVEAU Jean-Pierre, président de la session 3 ; - Docteur ZADOU Didié Armand, Rapporteur de la session 3 - Professeur ASSI-KAUDJHIS J. P., président de la session 4 ; - Docteur TIEBRE Marie-Solange, Rapporteur de la session 4.

ANNEXE 4 : QUELQUES PHOTO DU COLLOQUE

Photo de la cérémonie d'ouverture du colloque



Aperçu de la table des officiels



Discours de l'Adjoint au Maire de la Ville de Daloa



Allocution du Président du comité d'organisation



Allocution du Vice-Président de l'UJLoG



Allocution de Monsieur le représentant de la marraine



Allocution de Monsieur le représentant de Madame le Ministre de l'Enseignement Supérieur

Photo des panels durant le colloque



Aperçu des membres du Panel 1



Aperçu des membres du Panel 2



Intervention d'une participante lors du panel



Echanges avec les panélistes à la fin de la séance



Présentation du rapport de la session 4



Présentation du rapport de la session 3

Photo des communications orales, visite des posters durant le colloque



Aperçu des communicants à la fin d'une session



Présentation orale d'une participante



Séances de « Ma thèse en 180 secondes »



Aperçu des participants lors de la visite des posters

Cérémonie de clôture du colloque



Aperçu de la table de séance à la clôture



Lecture du rapport du colloque par le Président du Secrétariat



Présentation des membres du comité d'organisation lors de l'allocution par son président



Remise du cadeau de la marraine



Aperçu de la photo de famille à l'extérieur de l'Amphithéâtre



Aperçu de la photo de famille à l'intérieur de l'Amphithéâtre



JUIN 2017

**Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Ecologie du Paysage et en Environnement
(GRIEPE)**

www.griepe.net

Tél : (+225) 49648867 / (+225) 05897046

info@griepe.net

griepe.ujlog@gmail.com